Conférence internationale

PARIS

2-3 octobre 2024

Réenchanter les villes

HORIZON 2050 POUR L'URBANISME EN FRANCOPHONIE

VILLE DE PARIS

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES MAIRES FRANCOPHONES AIMF

Urbanisme en Francophonie

APERAU

XIX[e] SOMMET DE LA FRANCOPHONIE Villers-Cotterêts — 2024

FESTIVAL DE LA FRANCOPHONIE REFAIRE LE MONDE

AVANT-PROPOS

INVENTER LA VILLE DU PROCHAIN SIÈCLE

Par Anne Hidalgo
MAIRE DE PARIS
PRÉSIDENTE DE L'AIMF

Alors que nous nous apprêtons à célébrer l'anniversaire des dix ans de l'Accord de Paris, nous sommes confrontés aujourd'hui à des reculs majeurs de la part de certains hauts responsables. En remettant en cause la parole scientifique, en relançant des campagnes de prospection pétrolière ou gazière, ces irresponsabilités viennent fragiliser dix années d'efforts patients pour construire un modèle de développement plus sobre, plus juste et plus soutenable.

Assumer des responsabilités publiques, c'est faire face aux enjeux avec sérieux, prendre en compte les difficultés, les risques, et agir pour l'intérêt général. C'est refuser les effets d'annonce pour privilégier le travail de fond, inscrit dans la durée.

Nous, maires et élus locaux, parce que nous sommes au plus près de nos concitoyens, de leurs attentes, de leurs critiques aussi, connaissons cette exigence. Elle nous oblige : à agir sans relâche, à transformer nos villes pour les rendre plus accessibles, plus inclusives et plus accueillantes, à inventer des politiques publiques qui améliorent concrètement la qualité de vie.

Notre boussole est claire : agir plutôt que réagir. Notre rôle est d'imaginer la ville de 2050, celle dans laquelle vivront nos enfants et petits-enfants. Chaque décision doit être pensée comme une étape vers cet avenir proche.

Nous devons nous souvenir des promesses de l'Accord de Paris : nous avons une double responsabilité. Agir tout de suite, pour répondre aux besoins d'aujourd'hui. Agir à long terme, pour préserver l'avenir commun et celui des générations futures.

À Paris, comme dans de nombreuses villes membres de l'AIMF, notre action s'ancre dans le quotidien tout en anticipant les défis à venir. Elle s'exerce ici, pour nos habitantes et nos habitants, mais aussi dans la coopération avec d'autres villes, partout dans le monde.

En 2015, aux côtés de l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour les villes et le climat, l'ancien maire de New York, Mike Bloomberg, j'ai eu l'honneur de réunir plus de 1 000 maires à Paris pour affirmer une ambition commune : celle d'asseoir la place et le rôle déterminants des villes dans la lutte contre le réchauffement climatique.

C'est cet engagement que nous portons depuis lors, collectivement, à travers les réseaux tels que l'AIMF ou le C40, et des initiatives comme « Urbanisme en francophonie » ou « l'Alliance des villes francophones pour le climat » mais aussi, dans tous les projets solidaires et de partenariats conclus entre nos villes.

Aujourd'hui, la majorité des 327 millions de francophones dans le monde vit en ville. Et nos villes font face à des défis majeurs : s'adapter au changement climatique, réduire nos émissions, préserver des ressources de plus en plus rares, accueillir une population croissante, garantir l'accès de toutes et tous aux services essentiels ou encore, défendre le droit à une vie digne.

La francophonie nous donne un cadre unique pour répondre ensemble à ces défis : en partageant des expériences, en croisant nos regards et en inventant ensemble des solutions durables. Elle est une langue, une culture et une force politique pour construire l'avenir.

Mettre en discussion ce qui nous rassemble est essentiel pour agir efficacement autour de nos objectifs communs. Réenchanter la ville ne relève pas uniquement de la planification urbaine : il s'agit d'offrir, d'ici 2 050 et au-delà, un cadre de vie à la fois désirable et durable.

Cela suppose de réimaginer nos espaces urbains pour les rendre plus justes, plus inclusifs et plus résilients face aux défis globaux. En tant que membres de la Francophonie, nous avons une responsabilité particulière : celle de faire vivre dans cette transformation nos valeurs communes, la liberté, l'égalité, la solidarité, et évidemment, le respect du vivant.

Ces principes doivent guider la conception des villes de demain.

L'ouvrage que vous allez découvrir vient nous le rappeler avec force.

Anne HIDALGO

REMERCIEMENTS

Nous adressons nos sincères remerciements à Madame **Anne HIDALGO,** Maire de Paris et Présidente de l'AIMF pour sa contribution précieuse à cet ouvrage. Son regard engagé sur l'urbanisme a constitué un apport majeur à cette publication.

Nous exprimons notre profonde gratitude à l'ensemble des contributeurs de l'ouvrage, qui ont partagé avec générosité leur expertise et leur vision : **M. Lionel PRIGENT**, Professeur en Urbanisme, Directeur scientifique d'Urbanisme en Francophonie ; **M. David ABITTAN**, Rédacteur en chef de tema.archi, Directeur associé de Temaprod ; **Mme Brigitte BARIOL-MATHAIS**, Déléguée générale de la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (FNAU) ; **Mme Fatimetou ABDEL MALICK**, Présidente du Conseil régional de Nouakchott, Vice-Présidente de l'AIMF, Présidente de CGLUA ; **M. Karim ELOUARDANI**, Directeur des Programmes, Conseiller Stratégie, Suivi et Évaluation des Projets à la Fédération Nationale des Communes Tunisiennes ; **Mme Caroline BOURGEOIS**, Vice-présidente du Comité exécutif – Responsable des sports et loisirs, d'Espace pour la vie, de la langue française et de l'Est de Montréal ; **M. Jean-Louis MOULOT**, Urbaniste, Directeur Général de la Sodexam, Maire de la ville de Grand-Bassam ; **Mme Françoise N'THÉPÉ** , Architecte DESA, Dirigeante de F. N'Thépé Architecte, Membre de l'Académie d'Architecture de France ; **M. David MIET**, Directeur du laboratoire VVENERGY (R&D de VILLES VIVANTES) ; **Mme Christiane BLANCOT**, Architecte-urbaniste, enseignante à l'ENSAPLV ; **M. Bruno MARCHAND**, Maire de Québec, Vice-Président de l'AIMF ; **M. Carlos MORENO**, Directeur scientifique de la Chaire ETI à l'IAE Paris-Sorbonne, Professeur à l'International Academy of Architecture.

Nos remerciements chaleureux vont également au **Théâtre de la Concorde**, à son équipe et à sa directrice **Elsa BOUBLIL**, pour leur accueil et leur soutien logistique précieux.

Merci aux équipes de l'**AIMF**, à l'**APERAU**, au laboratoire de **Géoarchitecture** de l'Université de Bretagne Occidentale et au comité opérationnel Urbanisme en Francophonie, pour leur aide et leur soutien dans l'organisation de ces journées.

Mille mercis aux **Jeunes professionnels de la fabrique urbaine** ainsi qu'à l'ensemble des étudiants ayant répondu à l'*Appel à projets des Jeunes Ambassadeurs Francophones : « Quelles formes prendront les villes en 2050 ? »* Votre enthousiasme et l'engagement ont été essentiels à la réussite de cet événement.

Un immense merci au public venu assister à la conférence **« Le réenchantement des villes : Urbanisme en Francophonie, horizon 2050 ».** Votre présence, vos échanges et vos réflexions ont largement contribué à faire de cet événement un moment fort, porteur d'idées et de perspectives en faveur du réenchantement de nos villes !

Pour visionner les moments forts de la conférence

Publication de l'Association Internationale des Maires Francophones,
Directeur de la publication : Frédéric VALLIER, Délégué général de l'AIMF
Direction scientifique : Mme Adamadjan DIALLO
Mme Charlotte BLEUNVEN, M.Lionel PRIGENT

Crédits photos : © AIMF, William GOUZIEN, Leandry JIEUTSA, IStock, Simon NANCY, Joséphine BRUEDER, Ville de Paris

Conception et réalisation : AIMF, 9 rue des Halles, 75001 PARIS.

Sommaire

INTRODUCTION GÉNÉRALE, PAR LIONEL PRIGENT..... 7

CHAPITRE 1..... 12

FACE AUX URGENCES, COMMENT LES ÉTATS ET LES VILLES DOIVENT-ILS COOPÉRER POUR RÉINVENTER LES TERRITOIRES ?

- Introduction, par David Abittan..... 13
- Imaginer les futurs des villes en 2050 : la place des agences d'urbanisme, par Brigitte Bariol-Mathais..... 14
- Réinventer la coopération locale : les communes tunisiennes face aux urgences territoriales..... 16
- La gestion de l'urbanisme à Nouakchott : un modèle au sein de l'espace urbain francophone, par Fatimetou Abdel Malick..... 21

CHAPITRE 2..... 27

COMMENT L'URBANISME PEUT-IL RENFORCER LE FAIRE ET LE VIVRE ENSEMBLE DANS NOS VILLES ?

- Introduction..... 27
- L'urbanisme organique au service de l'intensification stratégique, par David Miet..... 28
- Comment les villes peuvent-elles favoriser la vie locale et renforcer le faire et le vivre ensemble en harmonie ? L'exemple de Grand-Bassam, par Jean-Louis Moulot..... 36
- Comment l'eau peut-elle devenir un vecteur de réenchantement des villes, dans l'espace public ? Par Françoise N'Thépé..... 42

CHAPITRE 3..... 46

COMMENT LA CULTURE, L'ART URBAIN ET LES INITIATIVES CITOYENNES FAVORISENT DES VILLES POUR TOUTES ET TOUS ?

- Introduction, par Christiane Blancot..... 47
- Bâtir ensemble la ville dont nous rêvons, par Bruno Marchand..... 49
- Nouvelles formes de proximité, entretien avec Carlos Moreno..... 56

Réenchanter les villes

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Par Lionel Prigent

PROFESSEUR EN URBANISME, DIRECTEUR SCIENTIFIQUE D'URBANISME EN FRANCOPHONIE

Quel message d'espoir exprimer quand le contexte général effraie ? Le milieu des années 2020 semble le temps des choix pour l'ensemble du monde. À l'épuisement d'un modèle de développement extensif, s'ajoute le bouleversement géopolitique qui 30 ans après la chute du mur de Berlin, met fin peu à peu au multilatéralisme par le marché [1], sous la houlette des pays qui l'avaient autrefois promus. Depuis 2019, la liste est longue des motifs d'inquiétude.

Elles sont notamment géopolitiques. Les tensions montent entre pays et en leur sein : résurgence de conflits armés, Brexit, premier mandat puis début du deuxième mandat de Donald Trump, montée des nationalismes, des extrêmes-droites et des partis « illibéraux », contestation et démantèlement de l'État de droit, coups d'État… Il règne une lassitude démocratique [2]… L'invasion de l'Ukraine par la Russie, la résurgence des conflits au Moyen-Orient, en particulier la crise israélo-palestinienne sont autant d'illustrations sinistres. Pour Pankaj Mishra, nous sommes entrés dans l'âge de la colère [3].

Mais d'autres maux sont là, qui disent d'autres crises et doivent nourrir la conscience par l'espèce humaine de sa responsabilité devant le cours des événements. Car les causes profondes sont humaines, de la pandémie de Covid 19 aux accidents industriels et même aux catastrophes climatiques. Ainsi les inondations, les tempêtes comme à Valence à la fin 2024, les incendies à Los Angeles au début de l'année 2025 sont-ils des événements d'autant plus représentatifs qu'ils atteignent des lieux exemplaires d'un modèle de société. Valence est en effet victime de l'hypertourisme et de la construction immobilière qui l'a accompagné ; Los Angeles est emblématique des transformations modernes des mégapoles dans le monde [4]. Malgré leur prospérité, ces deux territoires, parmi d'autres exemples, ont montré leur extrême fragilité face à un autre changement majeur qui est celui du climat. « Jamais l'humanité n'a été confrontée à une menace aussi grave que celle liée à la crise écologique et climatique », rappelle Greta Thunberg dans un livre consacré à la crise du climat [5].

1. Organisé par les accords autour de l'Organisation Mondial du Commerce, il reprend, avec plus de conviction et de moyens, l'idée du doux commerce pour empêcher les conflits.
2. Yacha Mounk, 2018, Le peuple contre la démocratie, Paris : Éditions de l'Observatoire.
3. Pankaj Mishra, 2019, L'âge de la colère, une histoire du présent, Paris : Zulma Essais.
4. On peut encore lire à ce propos Mike Davis, 2006, City of Quartz, Paris : La Découverte Poche.
5. Greta Thunberg (direction), 2022, Le Grand Livre du Climat, Paris : Calmann-Lévy

Et les sociétés humaines elles-mêmes évoluent rapidement, sous l'effet de la démographie, des innovations techniques, des transformations économiques. En premier lieu, elles deviennent de plus en plus urbaines. Au cours d'une seule journée, la population urbaine mondiale va s'accroître de 200 000 individus. Cela représente l'équivalent d'une ville comme Liège, en Belgique ou Genève. Alors que nous connaissons des traces de villes dans le monde depuis au moins 6 000 ans, le XXIe siècle se distingue déjà comme le siècle des villes. Elles sont plus que jamais, à travers le temps et l'espace qu'elles occupent, l'expression des modes de vie, des réussites, d'un appel au progrès et à la satisfaction de nos aspirations. Toutes les formes d'expression artistiques se sont saisies des villes au point qu'il existe aujourd'hui des modes et des arts spécifiquement urbains ! Mais elles sont aussi le reflet de nos limites, des frustrations et des égoïsmes… De nos angoisses parfois. Les maux sont nombreux : anomie, violence, maladie, absence de liberté, pauvreté d'autant plus violente qu'elle côtoie la plus clinquante prospérité…

Toutes les formes d'expression artistiques se sont saisies des villes au point qu'il existe aujourd'hui des modes et des arts spécifiquement urbains ! Mais elles sont aussi le reflet de nos limites, des frustrations et des égoïsmes…

Un dernier événement, plus sourd encore, est notre principal défi à venir : malgré leurs diversités, malgré les contextes variés de leur croissance, beaucoup de villes sont devenues irrespirables, concentrées et éparpillées, gourmandes en ressources, en énergie et en sol… Ce n'est pas une crise ! Ce n'est pas un choc ! C'est une catastrophe lente et obstinée qui distille ses effets un peu, soudain plus brutalement et toujours continue. Ses conséquences sont perceptibles déjà directement sous nos yeux, par les tensions et les crises, les guerres d'aujourd'hui et celles qui grondent déjà à nos oreilles.

Alors que faire ?

Prétendre qu'il est trop tard, céder à cette complaisance fataliste des prophètes de l'effondrement, contempler le temps de la fin [6] ? « La tragédie qui s'élabore jouira même de nos limites », prédisait le poète René Char. Qui ajoutait : « l'optimisme des philosophies ne nous est plus suffisant ». Alors, pouvons-nous décider qu'il est encore temps d'agir ?

Face aux vents contraires, les sociétés humaines ne restent pas immobiles, blotties dans leur crainte. L'effet de sidération passé, elles apprennent à conjurer leur peur* et découvrent leur habileté à répondre aux situations critiques [7]. Elles le font à toutes les échelles de leurs actions, en commençant par leur cadre de vie. Puisque les villes sont aujourd'hui les espaces incontournables dans lesquels se déroule l'essentiel de la vie quotidienne d'une majorité de la population, elles sont aussi les espaces dans lesquels s'exercent les responsabilités de chacune et chacun d'agir pour changer le cours annoncé des choses.

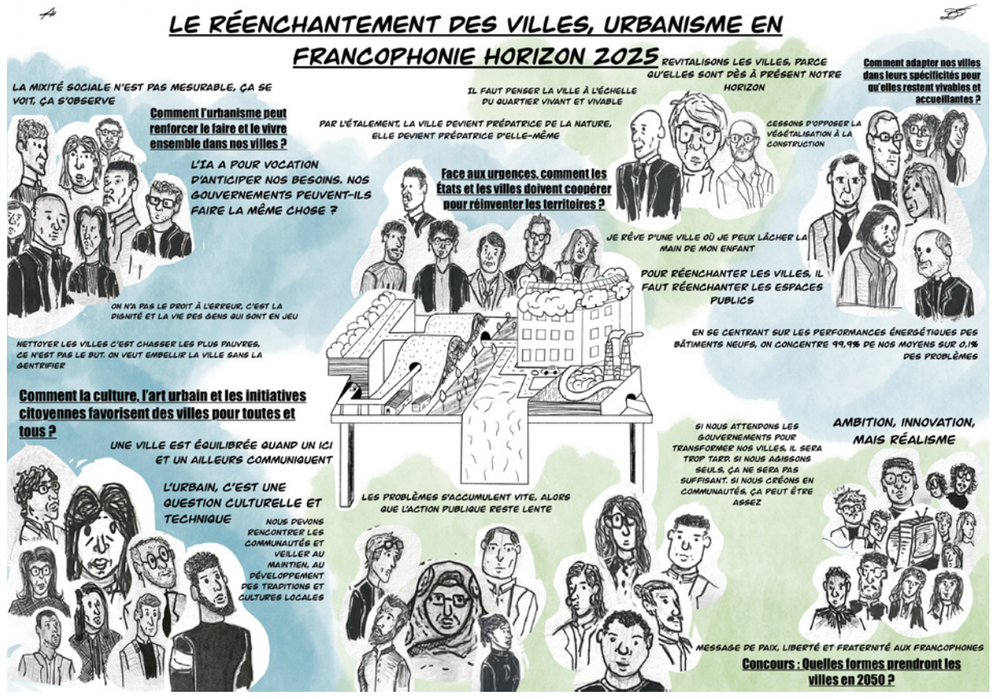
* Patrick Boucheron, Conjurer la peur. Essai sur la force politique des images. Paris, éditions Points, 2015.

6. Pierre-Henri Castel, 2018, Le mal qui vient, Paris : les éditions du Cerf ; Patrick Boucheron, 2023, Les temps qui reste, Paris : Seuil Libelle

7. Didier Fassin et Axel Honneth (éditeurs), 2022, Crisis under Critique, New York : Columbia University Press

Ce sont surtout les lieux où peuvent s'exercer les gouvernances des Maires : la responsabilité leur incombe en effet d'organiser, en lien avec les sociétés civiles, les conditions de vie les plus favorables pour les citoyens mais aussi pour les institutions collectives (entreprises, associations, etc.). Les actions à mettre en œuvre concernent ainsi tout le fonctionnement des villes, que ce soit l'accès aux services majeurs, à l'habitat et à la mobilité, la lutte contre la corruption, condition essentielle pour inspirer confiance dans l'action, ou les actions pour limiter les pollutions et les effets des dérèglements climatiques. Alors que les Accords de Paris ont dix ans, il faut ainsi observer que si les politiques des États sont trop souvent versatiles et insuffisamment ambitieuses, les engagements des villes ont été sources de progrès.

À l'heure des révolutions écologiques, technologiques, économiques, démographiques, anthropologiques, politiques, les territoires locaux et leur gouvernance gardent le pouvoir d'agir à leur échelle et dans leurs coopérations pour réinventer les villes : le projet est immense, à la fois écologique et social. Mais il est à la hauteur de la responsabilité qui repose sur toutes les sociétés humaines : repenser les modes de vie, mettre en sécurité le monde, protéger la nature contre la cupidité des hommes, revitaliser les villes puisqu'elles sont désormais notre horizon.



Synthèse générale par les étudiants du Master 2 de l'Institut de Géoarchitecture de Brest (UBO)
Contributeurs : Gwenc'hlan Drean, Titouan Müller, Pierre Dos Santos Oliveira, Enora Coquin, Massissilia Rahmi, Julie Cahier, Mathieu Constant, Kilian Gueguen, Ewen Zidane, Nicolas Müller

Retour au sommaire

Pour répondre à ces défis, le savoir scientifique sera essentiel, à commencer par les travaux du GIEC qui font autorité, sans oublier les apports des sciences humaines et sociales trop souvent décriées ou renvoyées à une mission d'acceptabilité sociale. Tout un mode de pensée est à changer[8] : « Aucun problème ne peut être résolu sans changer le niveau de conscience qui l'a engendré », rappelait Albert Einstein[9]. Mais changer de point de vue oblige à déplacer les paradigmes et à travailler collectivement à la préparation de nouvelles propositions.

Les maires des villes appartenant au réseau de l'Association internationale des Maires francophones (AIMF) ont décidé depuis plusieurs années de se mobiliser et de réfléchir ensemble. Chaque réunion, chaque congrès est ainsi devenu le moment de travailler sur les problèmes concrets, de partager des aspirations et des réalisations. Une conférence internationale sur l'Urbanisme en Francophonie a été, en octobre 2024, un moment particulier de consolidation de ces réflexions, en portant résolument un projet positif : Réenchanter les villes. Puisque, « en ces temps difficiles, le désespoir n'est pas une option »[10], c'est par le dialogue entre élus, chercheurs, experts, praticiens, citoyens que peuvent pousser les germes des possibles.

> Le dialogue des expériences, des vécus et des pratiques a inspiré tous les participants présents, parmi lesquels les plus jeunes générations, celles qui sont encore en apprentissage et qui font face aux problèmes du présent avec l'acuité et l'énergie de ceux qui jouent leur avenir 12.

Lors de cette conférence, près de 80 invités ont pris position et ont échangé points de vue, valeurs, engagements, expérimentations et solutions[11]. Le dialogue des expériences, des vécus et des pratiques a inspiré tous les participants présents, parmi lesquels les plus jeunes générations, celles qui sont encore en apprentissage et qui font face aux problèmes du présent avec l'acuité et l'énergie de ceux qui jouent leur avenir [12]. Certains étaient étudiants et sont venus répondre à la question qui leur avait été posée et qui les concerne en premier lieu : « Quelles formes prendront les villes en 2050 ? Atténuation, adaptation aux changements climatiques, vivre ensemble… ». Leurs différentes propositions, sélection parmi près d'une centaine de candidatures éclaireraient bien sûr sur les solutions possibles à mettre en œuvre (inclusivité, décarbonation, végétalisation, résilience, gestion de l'eau dans les villes, mobilités propres) et montraient surtout comment il est toujours possible de se saisir de la question des villes [13]… D'autres étaient déjà de jeunes professionnels et ont préparé un plaidoyer porté à la connaissance de leurs ainés, des responsables de la « fabrique urbaine » et de sa gestion mais aussi à destination des maires présents et du plus large public qui pourra en prendre connaissance[14].

Enfin, l'ensemble des problématiques rencontrées par les villes ont été rassemblées sous la forme de 4 temps.

Cliquez !

Raisonnance • Numéro Spécial
Phnom Pehn, la ville résiliente

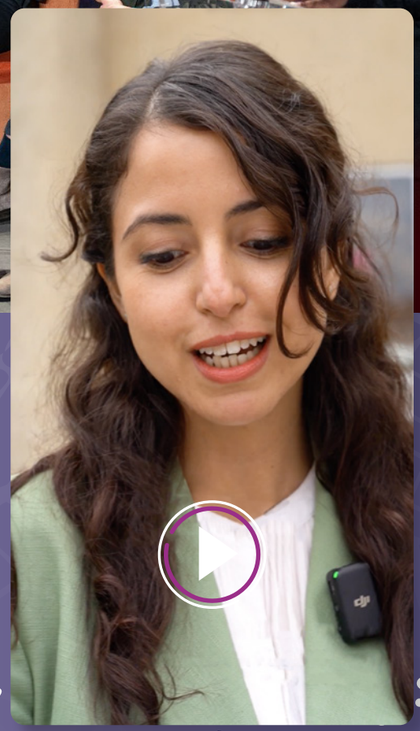
Raisonnance • Numéro 20
La ville résiliente

8. Rob Hopkins, 2020, Et si… on libérait notre imagination pour créer le futur que nous voulons, Arles : Actes Sud.
9. Autrement dit : on ne résout pas un problème avec les modes de pensée qui l'ont engendré.
10. Extrait d'une déclaration du sénateur Bernie Sanders, 19 février 2025. Source de la traduction : le club de Médiapart, 2 mars 2025.
11. Pour retrouver les images et le programme de la conférence, se connecter sur « Urbanisme en Francophonie » :
12. Nassim-Nicholas Taleb, 2017, Jouer sa peau, Paris : Les Belles Lettres
13. La mobilisation des étudiants a pris la forme d'un concours lancé à destination des écoles d'urbanisme, d'architecture, d'ingénierie, de design. Un jury international a été organisé et les résultats du concours ont été annoncés en introduction de la Conférence internationale.
14. Pour retrouver ce plaidoyer, https://www.aimf.asso.fr/wp-content/uploads/2024/10/Plaidoyer-des-Jeunes-Professionnels-de-la-Fabrique-Urbaine-2024-UF.pdf

- Face aux urgences, comment les États et les villes doivent-ils coopérer pour réinventer les territoires ?
- Comment l'urbanisme peut-il renforcer le faire et le vivre ensemble dans nos villes ?
- Comment adapter nos villes dans leurs spécificités pour qu'elles restent vivables et accueillantes ?
- Comment la culture, l'art urbain et les initiatives citoyennes favorisent des villes pour toutes et tous ?

Il était impossible de reprendre toute la richesse des échanges. Aussi cet ouvrage numérique est-il davantage une sélection de contributions et une ouverture pour d'autres contributions.

△
De gauche à droite : Guy TCHAKAM, Nejwa BAKHTI, Marie-Lou BERTIN, Clément PAIROT, Leandry JIEUTSA.



▷
Plaidoyer des Jeunes professionnels de la fabrique urbaine (Urbanisme en Francophonie), Octobre 2024
Halima MBRATI, urbaniste chez Buro Happold (Arabie Saoudite)

Accéder à la vidéo

CHAPITRE 1

FACE AUX URGENCES, COMMENT LES ÉTATS ET LES VILLES DOIVENT-ILS COOPÉRER POUR RÉINVENTER LES TERRITOIRES ?

Je suis ravi d'avoir pu animer les deux sessions de la première table ronde de la conférence, à propos de l'avenir de nos villes et de l'alliance des territoires francophones. La richesse des discussions et la diversité des perspectives partagées m'ont captivé.

Ce qui m'a frappé d'emblée, c'est la prise de conscience collective de l'urgence d'agir face aux défis contemporains. Le changement climatique, les flux migratoires et la cohésion sociale exigent des réponses innovantes et coordonnées. J'ai été particulièrement sensible à l'idée que nous devons dépasser le concept de résilience pour embrasser pleinement ces crises et les transformer en opportunités de réinvention. Les interventions sur l'accessibilité et l'inclusion m'ont profondément touché. Il est grand temps de créer des espaces urbains véritablement inclusifs, où chacun puisse s'épanouir. Cette vision « d'une ville où l'on peut lâcher la main de son enfant en toute sérénité » m'apparaît comme un objectif noble vers lequel nous devrions tous tendre.

© Leandry JIEUTSA

J'ai été ravi, par ailleurs, de la franchise des intervenants concernant la nécessité de prendre des décisions parfois impopulaires pour le bien commun. La transformation de nos villes exige un courage politique que j'admire. Ces choix difficiles sont essentiels pour construire des villes plus durables et vivables. Un aspect qui m'a particulièrement interpellé est l'insistance sur la nécessité de territorialiser les solutions. Chaque ville, chaque quartier a ses spécificités, et il serait vain de vouloir appliquer des solutions uniformes. Cette approche sur mesure me semble être la clé pour des transformations urbaines réussies et acceptées par les populations.

INTRODUCTION

Par David Abittan
RÉDACTEUR EN CHEF DE TEMA.ARCHI, DIRECTEUR ASSOCIÉ DE TEMAPROD

La deuxième session de la table ronde m'a ouvert les yeux sur la puissance de l'alliance des territoires francophones. La mise en commun des expériences et des ressources me semble être une approche extrêmement prometteuse. J'ai été particulièrement marqué par l'exemple de la Tunisie, qui fait face à des défis climatiques majeurs et qui a su mettre en place des groupes d'étude rassemblant des villes aux problématiques similaires.

RETOURS SUR LA PREMIÈRE TABLE RONDE DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'URBANISME FRANCOPHONE

En conclusion, je ressors de ces échanges avec une énergie renouvelée et une détermination accrue à contribuer, à mon échelle de médiateur, à cette grande transformation urbaine. J'appelle tous les acteurs de la ville à oser, à expérimenter, à partager leurs succès comme leurs échecs. Construisons des villes à visage humain, des villes où il fait bon vivre, des villes résilientes face aux chocs climatiques et sociaux. L'avenir de nos territoires est entre nos mains. À nous de le façonner avec audace, intelligence et compassion.

Mobiliser les villes pour inventer les sociétés humaines de 2050 ne doit pas signifier qu'elles doivent devenir les seules actrices des changements nécessaires : en effet, imaginer qu'il suffit de mener des actions locales pour faire face aux transformations profondes du monde et aux conséquences de plusieurs siècles d'économie prédatrice[15]. Parce que les contextes mais aussi les responsabilités dans les dommages causés sont inégaux, une gestion collective est indispensable. Elle peut passer par une coopération entre les villes, par leur capacité à mieux comprendre les enjeux et les évolutions, mais elle devra également s'appuyer sur les institutions plus larges, capables de mener organisation et régulation, à l'échelle des États et des ensembles régionaux, à l'échelle globale enfin. C'est bien l'alliance des territoires qui pourra conduire à des solutions pacifiques et efficaces.

15. Voir sur ces deux sujets les ouvrages de Serge Audier d'une part, d'Arnaud Orain d'autre part.

Retour au sommaire

IMAGINER LES FUTURS DES VILLES EN 2050 : LA PLACE DES AGENCES D'URBANISME

Par Brigitte Bariol-Mathais
DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES AGENCES D'URBANISME

Les agences d'urbanisme sont des outils mutualisés d'ingénierie urbaine et territoriale, fondés sur la connaissance et le partenariat, qui travaillent auprès des collectivités sur la planification territoriale et les politiques publiques. Elles sont une cinquantaine en France, mais existent aussi sous des formes diverses dans différents pays du monde. La Fnau assure aussi la coordination technique du Partenariat Français pour la Ville et les Territoire (PFVT), plateforme multi-acteurs qui prépare des plaidoyers communs sur l'agenda urbain mondial et coordonne la présence des acteurs français lors des Forums Urbains mondiaux organisés par ONU-Habitat, dont le dernier s'est déroulé au Caire en Egypte en novembre 2024.

Le monde urbain de 2050, c'est le monde « déjà là » de 2025 avec sa capacité de résilience, de transformation et d'adaptation. Cette capacité de résilience des territoires se mesure à deux temporalités : d'une part les réponses pour faire face à des crises brutales (des risques naturels qui s'intensifient ou des destructions de guerre) mais surtout les réponses aux transitions dans la durée : écologiques, socio-démographiques, culturelles… Deux approches nouvelles peuvent nous aider à nourrir les politiques urbaines : les limites planétaires et de l'urbanisme favorable à la santé.

> Le monde urbain de 2050, c'est le monde « déjà là » de 2025 avec sa capacité de résilience, de transformation et d'adaptation.

Dans la préparation du Forum urbain mondial du Caire, nous avons travaillé sur le concept des limites planétaires, comme nouvelle boussole pour l'habitabilité de la terre et comme grille d'analyse pour les politiques territoriales.

Les limites planétaires, ce sont des seuils biophysiques des ressources de la terre et de leurs interactions qui doivent permettre de rester dans un cadre vivable, mais aussi un cadre qui soit juste par rapport aux besoins des humains dans leur diversité d'établissements. Les limites planétaires sont au nombre de neuf, dont le climat, la biodiversité, le cycle de l'eau douce, mais aussi l'acidité des océans ou du changement de destination des sols. 6 de ces seuils critiques sont d'ores et déjà franchis.

> Aborder les politiques urbaines par les limites planétaires, c'est imaginer un aménagement qui s'inscrit entre un « plafond environnemental » — celui des ressources disponibles localement — et un socle nécessaire aux besoins humains des sociétés.

Aborder les politiques urbaines par les limites planétaires, c'est imaginer un aménagement qui s'inscrit entre un « plafond environnemental » — celui des ressources disponibles localement — et un socle nécessaire aux besoins humains des sociétés. Pour aider à guider les politiques territoriales, ce concept est représenté par un schéma de « donut » où l'« espace sûr » pour les humains se construit entre deux cercles concentriques. De plus en plus de collectivités se saisissent de ce concept pour formaliser leurs enjeux, organiser le débat local et étayer leurs politiques d'aménagement (Amsterdam, Grenoble…). C'est une manière féconde de poser de manière renouvelée les débats sur les enjeux urbains. Le défi est aujourd'hui de mieux territorialiser ce concept pour le rendre plus opératoire dans les politiques territoriales : les documents de planification, la gestion de l'eau ou des sols, par exemple.

L'urbanisme favorable à la santé est aussi une approche en capacité de parler à chacun, qui prend en compte les déterminants physiques de dégradation de l'environnement (comme l'exposition aux risques et aux pollutions) mais aussi les déterminants sociaux défavorables (discrimination de genre, d'âge…) ou au contraire favorables à la santé (l'accès facile aux soins, l'inscription dans des solidarités sociales, la proximité d'espaces de nature bénéfique à la santé mentale). Cette approche ne se limite pas à la seule santé humaine, mais s'inscrit dans l'éthique du « care » et dans le concept plus large de « One Health » qui s'intéresse de manière transversale à la santé humaine, animale, végétale et celle des milieux.

Limites planétaires et one health, deux approches holistiques émergentes qui sont en capacité de formuler de nouveaux récits pour contribuer à la résilience et au ré-enchantement des politiques territoriales.

RÉINVENTER LA COOPÉRATION LOCALE : LES COMMUNES TUNISIENNES FACE AUX URGENCES TERRITORIALES

Par Karim Elmardani

CHEF DE PROJET, EXPERT EN DÉVELOPPEMENT LOCAL, PROJETS MUNICIPAUX, COOPÉRATION INTERNATIONALE

Les villes tunisiennes font face à une multitude d'urgences, qu'elles soient climatiques, sanitaires, économiques ou migratoires. En effet, entre les longues périodes de sécheresse qui impactent les ressources en eau, les inondations qui détériorent les infrastructures, ou encore la crise migratoire qui altère la cohésion sociale, les capacités des collectivités locales à fournir des services de qualité, déjà fragilisées par la pandémie de COVID-19, sont mises à l'épreuve. Ces urgences mettent en lumière les vulnérabilités systémiques de la gouvernance territoriale, mais constituent également des leviers importants de transformation pour la gestion des affaires locales.

Cependant, même dans un contexte institutionnel incertain pour la gouvernance des villes, des communes prennent l'initiative de coopérer, de mutualiser leurs efforts et d'inventer de nouveaux modèles d'action collective pour faire face aux crises actuelles.

L'analyse des différentes dynamiques locales met en lumière les nouvelles pratiques de collaboration, tout en identifiant les facteurs clés de succès et les obstacles à surmonter afin de favoriser une gouvernance territoriale plus résiliente.

Comment les villes tunisiennes modifient-elles leurs formes de coopération pour affronter efficacement ces défis communs ?

De multiples défis qui incitent à l'action collective

Les villes tunisiennes font face à une intensification des phénomènes climatiques extrêmes : pluies diluviennes dans les régions du Nord-Est (Tunis et Nabeul), vagues de chaleur au Sud et à l'Ouest, érosion des côtes dans les villes en bord de Méditerranée. Ces phénomènes provoquent des dégâts importants sur les infrastructures et entraînent des difficultés dans la fourniture de services de base, tels que l'eau, l'énergie ou l'assainissement. À cela s'ajoutent des difficultés économiques, avec un taux de chômage élevé (16 % de la population en âge de travailler), particulièrement pour les jeunes, avec un taux avoisinant les 40 % fin 2024. Les défis sociaux, quant à eux, sont exacerbés par l'afflux de migrants subsahariens dans certaines villes. Par exemple, plus de 20 000 migrants se sont installés dans les localités d'El Amra et de Jbeniana, dans le gouvernorat de Sfax, depuis plus d'un an, alors qu'elles comptent respectivement un peu plus de 30 000 et 7 000 habitants. Ces crises imbriquées affectent directement les capacités des communes tunisiennes à gérer leur territoire.

Une gouvernance locale en mutation

Historiquement cantonnées à un rôle administratif, les communes tunisiennes, bien qu'elles manquent de ressources humaines, techniques et financières, tentent de trouver des solutions pour relever les nombreux défis auxquels elles font face. Depuis 2011 et l'émergence d'un processus de décentralisation, les collectivités locales tunisiennes ont montré leur capacité à devenir des moteurs du développement de leurs territoires.

Les différentes expériences, que ce soit en matière de stratégie de Développement de Ville (conduites par les municipalités de Sfax, Sousse ou Tunis, ou encore par neuf autres villes intermédiaires dans le cadre du projet Madinatouna), mais aussi dans l'élaboration de Plans de Développement Locaux, avec le soutien de divers partenaires techniques et financiers, ont permis aux municipalités tunisiennes de mieux appréhender leurs rôles dans le cadre du développement local. Elles ont surtout permis aux responsables communaux de renforcer les collaborations et coopérations avec les différents intervenants à l'échelle locale, qu'ils soient publics (ministères, agences et offices nationaux, administrations déconcentrées) ou privés (groupements d'entreprises, société civile…), en vue de faire face aux défis présents et futurs. Les responsables municipaux constatent que les réponses collectives produisent des effets durables et pertinents.

Vers de nouvelles formes de coopération

Face à un cadre institutionnel mouvant, de nombreuses questions légales restent en suspens pour initier de véritables accords d'intercommunalité. Cependant, confrontées à des problématiques similaires, que ce soit en matière de gestion des déchets, de mobilité, de gestion de l'eau ou d'efficacité énergétique, certaines municipalités ont entrepris de coordonner leurs actions ou, au minimum, de partager leurs expériences et bonnes pratiques.

La Fédération Nationale des Communes Tunisiennes (FNCT), une association regroupant l'ensemble des 350 municipalités du pays, joue un rôle prépondérant dans le renforcement des capacités des communes et l'appui technique aux collectivités locales. La FNCT a ainsi développé plusieurs réseaux de municipalités où les représentants communaux se rencontrent pour collaborer sur des thématiques communes, partager des bonnes pratiques ou élaborer des réponses collégiales aux défis partagés. Ces thématiques incluent des sujets aussi variés que le climat, la gestion des déchets, la planification stratégique territoriale, la digitalisation des services, ou encore le développement des ressources financières. Ces réseaux permettent aux villes en phase d'apprentissage ou d'initiation d'actions de demander l'appui de municipalités plus expérimentées ou aux villes confrontées à des problématiques similaires de développer des actions collaboratives. Ces échanges se font tant de manière physique, au cours d'ateliers et de séminaires, que virtuelle, avec des réunions et des échanges en ligne.

Par ailleurs, plusieurs communes confrontées à des défis similaires ont décidé de coordonner leurs actions afin de rationaliser les moyens, de mutualiser les équipements ou de bâtir des plans d'intervention communs. Cette approche est particulièrement efficace dans certaines régions, notamment pour la mise en place de Plans de Prévention des Risques ou pour la gestion de certaines catastrophes.

De plus, de nouvelles coopérations horizontales émergent, entre communes géographiquement similaires (zones côtières, zones agricoles…), entre grandes villes et municipalités plus petites, dans une logique de complémentarité territoriale. Par exemple, la municipalité de Sousse, dans le cadre de son Programme de Développement Urbain Intégré, accompagne huit communes du territoire du Grand Sousse pour la mise en place de Systèmes d'Information Géographiques. La capitale, Tunis, s'est associée à sept autres communes de la banlieue sud pour la création d'un centre de tri et de valorisation des déchets.

Les coopérations ne se limitent pas au seul niveau institutionnel. Des plateformes de dialogue local, impliquant les citoyens et les associations, sont mises en place pour associer les autorités locales à la co-construction de solutions et l'initiation d'actions communes. Ces initiatives sont souvent soutenues par les partenaires techniques et financiers de la Tunisie.

Ainsi, l'initiative PACT (Participation Active des Citoyennes et des Citoyens Tunisiens), mise en œuvre dans sept municipalités des régions de l'Ouest et du Nord-Ouest, vise à renforcer la collaboration entre les citoyens, en particulier les groupes marginalisés, et les municipalités, afin de fournir de meilleurs services de proximité. Bien que des avancées notables aient été réalisées en matière de coopération intercommunale, plusieurs obstacles freinent encore ce processus : un cadre institutionnel fluctuant, des questions juridiques relatives à l'intercommunalité qui restent à clarifier, ainsi que des financements ponctuels et instables. De nombreuses initiatives s'arrêtent dès que les financements externes cessent, faute de relais institutionnels solides.

Ainsi, il est essentiel pour la Tunisie et ses communes de réfléchir à une stratégie nationale de coopération territoriale. Cela implique de favoriser et d'inciter les logiques de collaboration intercommunale dans l'action publique et la planification, de former les acteurs locaux à la gestion partagée, et de renforcer les capacités de réflexion multi-acteurs. L'État, les ministères, et les partenaires techniques et financiers doivent jouer un rôle d'accompagnement pour permettre l'émergence de solutions adaptées aux besoins et aux réalités locales.

Les urgences auxquelles font face les villes tunisiennes agissent à la fois comme des révélateurs et des catalyseurs. Elles mettent en évidence la nécessité de transformer les modes d'action locale, en favorisant des coopérations entre communes innovantes. Les municipalités tunisiennes, bien qu'elles manquent de ressources, sont capables d'inventer des réponses collectives à des défis partagés. Toutefois, ce changement de paradigme ne pourra s'ancrer durablement que si le cadre institutionnel, les ressources et les appuis techniques suivent. Les premières pierres sont déjà posées, et elles montrent un modèle de coopération locale inclusif, solidaire et résilient.

△

À l'écran, Sami KANAAN, membre du conseil d'administration de Genève. Assis, de gauche à droite : David ABITTAN , Nathalie BLANC, Fatimetou ABDEL MALICK, Jean-Marie QUÉMÉNER, Karim ELOUARDANI.

© Simon NANCY

△

Nouakchott.

◁

Fatimetou ABDEL MALICK.

Retour au sommaire

LA GESTION DE L'URBANISME À NOUAKCHOTT : UN MODÈLE AU SEIN DE L'ESPACE URBAIN FRANCOPHONE

Par Fatimetou Abdel Malick

PRÉSIDENTE DU CONSEIL RÉGIONAL DE NOUAKCHOTT, VICE-PRÉSIDENTE DE L'AIMF, PRÉSIDENTE DE CGLUA

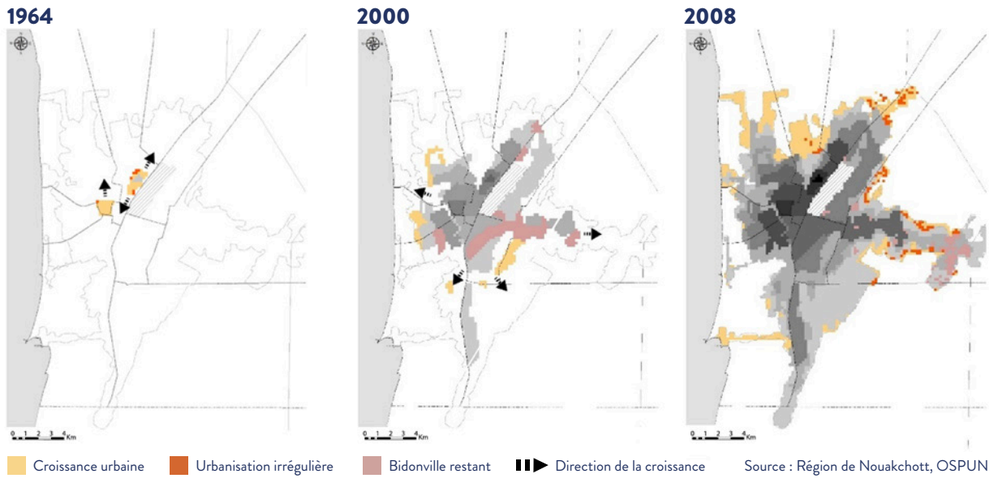
La ville de Nouakchott est la capitale de la République Islamique de Mauritanie. Au départ, c'était un bourg posé entre le désert à l'Est et l'océan Atlantique à l'Ouest. Après les épisodes de sécheresse, notamment celui de 1973, un afflux massif de populations en quête de meilleures conditions de vie a modifié sa dynamique. Ce phénomène migratoire a accentué la pression démographique sur les services publics, perturbant l'équilibre de l'espace urbain physique de la ville, mais aussi la vie socio-économique à l'intérieur de cet espace fragilisé.

En effet, l'arrivée de nouveaux habitants de l'intérieur du pays a conduit à l'apparition de nouveaux quartiers précaires sur les extrémités de la ville, et qui accentuent les inégalités à l'intérieur de l'espace de Nouakchott. Ces nouveaux quartiers posent un grand problème pour les autorités chargées des services publics. Le rythme de développement des services de base au niveau de ces quartiers ne suit pas leur vitesse d'extension, créant ainsi un déficit des services publics essentiels in situ.

Retour au sommaire

Administrativement, la ville est composée de 3 Wilayas et de 9 Mougahta'as. Les limites administratives départementales sont identiques à celles des communes. À ce titre, la ville regroupe 9 communes. La loi organique de 2018 créant les conseils régionaux en Mauritanie au sens territorial, a fait une dérogation à Nouakchott. Ainsi, les 9 communes constituent le territoire de la seule Ville de Nouakchott (ex-Communauté Urbaine de Nouakchott (CUN)) qui s'étend sur une superficie de plus de 1 000 km^2, administrée par un conseil régional. On estime actuellement la population de Nouakchott à 1 446 761 habitants[16].

En matière de gouvernance, la Région de Nouakchott favorise une politique de proximité. Sa Présidente organise chaque semaine deux séances d'écoute (journées portes ouvertes) avec les citoyens, leur permettant de faire part de leurs préoccupations et de leurs suggestions directement. C'est aussi un moyen pour mesurer l'efficacité des actions mises en œuvre au profit des Nouakchottoises et Nouakchottois.



Source : Région de Nouakchott, OSPUN

Vers une gestion durable pour un espace urbain inclusif

Face à l'urbanisation rapide et à ses défis, plusieurs initiatives ont été lancées par la Région de Nouakchott avec l'appui de ses partenaires. Elle vise à répondre aux besoins croissants de la population dans un espace urbain qui a beaucoup évolué et qui s'expose aux différents risques liés au changement climatique : accès équitable à l'eau, gestion de l'eau en excès, ensablement, îlots de chaleur…

Tout un ensemble d'actions ont été conçues et mises en œuvre pour une meilleure adaptation de l'espace urbain de Nouakchott et de ses habitants tout en prenant en compte l'exposition de la ville à ce phénomène mondial qui affecte davantage les populations les plus vulnérables. Tous ces projets s'inscrivent dans le cadre du Plan de Développement de la Région de Nouakchott 2020-2024 (PDR). Ce plan s'articule sur le Schéma Directeur d'Aménagement Urbanisme (SDAU2024) de Nouakchott, adopté en 2019, et se veut un moyen de planification urbaine prévoyant de transformer la ville en espace urbain inclusif et durable.

L'une des réponses apportées par la Région de Nouakchott est le Projet Nourrir et Verdir Nouakchott qui consiste à aménager un périmètre agricole de 10 hectares à la périphérie de Nouakchott pour encourager le maraîchage et contribuer à l'autosuffisance alimentaire de la capitale. Nourrir et Verdir Nouakchott cherche également à créer de l'emploi et à promouvoir l'insertion professionnelle, en particulier pour les femmes et les jeunes défavorisés. Plus de 6 serres et 130 parcelles agricoles ont été distribués à plus de 130 bénéficiaires, dans le cadre de ce Projet financé par l'Union Européenne via la Coopération Espagnole (AECID).

La Région de Nouakchott veille à conserver un espace urbain sain. À ce titre, elle œuvre pour réduire l'impact environnemental des activités de son territoire. Dans ce cadre, un partenariat avec le syndicat des ingénieurs agronomes a été mis en place pour le reboisement du Centre d'Enfouissement technique (CET). La collecte des déchets domestiques et assimilés a été confiée à un opérateur privé par un contrat avec le Ministre de l'Intérieur et de la Promotion de la Décentralisation et du Développement Local. Cependant, la Région de Nouakchott gère et exploite le Centre d'Enfouissement technique (CET) de la ville et reçoit entre 1 200 et 1 500 tonnes par jour en moyenne.

10 ha

Aménager un périmètre agricole de 10 hectares à la périphérie de Nouakchott pour encourager le maraîchage et contribuer à l'autosuffisance alimentaire de la capitale.

En matière d'eau, des branchements sociaux d'eau potable et des bornes fontaines ont été installés dans les zones éloignées du réseau de distribution d'eau potable afin d'améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers périphériques. Ces actions ont également été mises en place grâce à un partenariat avec la ville de Lausanne, d'autres communes suisses et des villes françaises ainsi que l'AIMF, dans le cadre du Projet communal de l'Accès à l'Eau et à l'Assainissement (PCAEA), actuellement dans sa 4e phase.

Pour fournir de l'eau potable aux populations installées dans les extrémités de la ville suite à l'exode rural causé par les années de sécheresse, la Région de Nouakchott opère sur trois axes :

- pose des cuves d'eau qui sont ravitaillées par des citernes qui font des tournées régulières,
- Création des bornes-fontaines qui alimentent plusieurs quartiers en eau potable.
- Extension du réseau de distribution d'eau potable et raccordement des foyers à ce réseau.

16. Cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH5) de 2023. ANSADE2024.

Pour cette opération, la Région se charge des frais d'abonnement pour les foyers raccordés. Il est à noter que le réseau d'eau potable posé par la Région, représente 10 % du réseau posé par la Société Nationale D'Eau (SNDE), l'opérateur national public en charge de la distribution de l'eau potable dans le milieu urbain (ville de plus de 5 000 habitants). L'effort de la Région de Nouakchott se concentre sur les quartiers excentrés créés suite à la migration des populations en provenance de l'intérieur du pays, sous la pression de facteurs climatiques.

Sur le plan énergétique, confirmant son engagement, de rendre les services publics plus accessibles, la Région de Nouakchott a installé des centaines de lampadaires solaires dans les axes et secteurs en marge de la ville pour améliorer l'éclairage public, garantissant ainsi une meilleure sécurité, notamment pour les jeunes filles et promouvant une micro activité économique autour de ces lampadaires. En complément, et afin de soutenir le développement urbain, la Région dispose de son propre Plan d'Action pour l'Accès à l'Énergie Durable et le Climat (PAAEDC).

Sur le plan énergétique, confirmant son engagement, de rendre les services publics plus accessibles, la Région de Nouakchott a installé des centaines de lampadaires solaires dans les axes et secteurs en marge de la ville pour améliorer l'éclairage public.

Pour la mobilité urbaine, 3,3 millions de déplacements journaliers sont réalisés à Nouakchott, majoritairement à pied (58 %), bien que cela ne soit pas évident pour les observateurs. La marche est privilégiée pour les courtes distances et par les ménages les moins aisés. La Société de Transport Public (STP) n'a pour l'instant permis de capter que 1,2 % des déplacements quotidiens, et la majorité des déplacements motorisés sont réalisés en taxi (25,6 % de la part modale), malgré la vétusté des véhicules[17].

Pour mieux organiser les déplacements et offrir un service de transport public de qualité, un Plan de Mobilité Urbaine Durable (PMUD) a été élaboré en 2023. Il vise à établir une vision claire pour la mobilité à l'horizon 2040. L'objectif principal est d'optimiser les déplacements au sein de la capitale et de permettre un déplacement sécurisé vers tout le territoire de la Région y compris les quartiers périphériques.

En somme, la gestion de l'espace urbain dans un contexte vulnérable marqué par le changement climatique et la situation géopolitique confuse dans les voisinage, requierent une vision globale et une gestion inclusive qui ne laissent personne à côté à l'intérieur du territoire. C'est ce que la Région de Nouakchott vise à réaliser à travers ses multiples actions.

L'action continue.

17. Plan de Mobilité Urbaine Durable (PMUD) de Nouakchott, 2023.

De gauche à droite : Jérôme CHENAL, Jean-Louis MOULOT, Caroline BOURGEOIS, Vannak SENG, Patricia PELLOUX, Thai Huyen NGUYEN, Simon TEYSSOU.

De gauche à droite : Bruno MARCHAND, Anne HIDALGO.

Mohamed VESSAH.

© Leandry JIEUTSA

CHAPITRE 2

COMMENT L'URBANISME PEUT-IL RENFORCER LE FAIRE ET LE VIVRE ENSEMBLE DANS NOS VILLES ?

On affecte à l'urbanisme à la fois trop de pouvoirs et pas assez. Les urbanistes sont souvent présentés comme démiurges des territoires, facétieux créateurs d'espaces que leurs contempteurs décrivent comme autant d'échecs dans la compréhension des aspirations collectives. Mais ils ont aussi le rôle des soigneurs de tous les territoires abîmés et ce serait leur faire un injuste procès que de les rendre comptables des mauvais usages, des accaparements indus, du manque de ressources pour réaliser les infrastructures et les équipements nécessaires, des égoïsmes et des intérêts concurrents qui sont le lot des sociétés humaines, en général comme en géographie.

Comme tout savoir et comme tout outil, l'urbanisme est au service du projet politique qui seul dit la finalité des actions menées.

Il est ainsi possible que l'urbanisme soit entendu comme une idéologie de la rationalité, un refus de l'ordre de la différence[18]. Mais elle est aussi en capacité d'ouvrir des champs d'expérimentation, de coordonner passé, présent et futur, à l'image de Grand Bassam, de travailler aux différentes échelles de besoins et de ressources, de permettre enfin le bon accueil de toutes les populations. Il s'agit par des aménagements, par la prise en compte du déjà-là, par l'attention aux aspirations des citoyens, de fabriquer des espaces mais surtout de les occuper, de les adapter, de les transmettre, d'offrir un cadre de vie pour apporter bien-être et épanouissement aux populations.

L'urbanisme, comme instrument d'espoir, doit aussi être mobilisé pour faire face aux transformations du monde, des changements climatiques aux conséquences des innovations technologiques, entre autres. Il porte les mesures à mettre en œuvre pour adapter les territoires et pour atténuer les impacts dans notre cadre ordinaire[19]. Mais ces deux objectifs ne sauraient contenir tous les enjeux. En effet, si la décarbonation et l'écologisation des aménagements et des activités humaines sont des objectifs largement partagés, les trajectoires pour y parvenir font encore débat : au côté des questions écologiques, les questions sociales, la lutte contre les inégalités sont aussi primordiales.

18. Jacques Dreyfus, 1976, La ville disciplinaire, essai sur l'urbanisme, Paris : éditions Galilée.
19. Adaptation et atténuation sont ainsi les deux préoccupations qui dominent aujourd'hui les réflexions de tous ceux qui interviennent sur les territoires. Franck Boutté, Grand Prix de l'Urbanisme 2022, dans son action et dans ses conférences, souligne à la fois l'intérêt d'une telle attention et les limites.

L'URBANISME ORGANIQUE AU SERVICE DE L'INTENSIFICATION STRATÉGIQUE

Par David Miet
DIRECTEUR DU LABORATOIRE VVENERGY, DÉPARTEMENT R&D DE VILLES VIVANTES

En France, comme partout dans le monde, certains territoires sont en croissance, quand d'autres décroissent. Il existe une méthode qui permet de faire de la croissance comme de la décroissance un atout : l'intensification stratégique.

Mais pour se développer dans la pratique, dans une diversité de situations et de conditions, de marchés et de projet, l'intensification stratégique a besoin d'une méthode souple et agile, qui ne souffre pas de la rigidité et de la lourdeur de l'urbanisme hyperformel, sans pour autant s'en remettre tout simplement à l'urbanisation informelle : l'urbanisme organique.

Le concept d'intensification stratégique : une feuille de route pour créer des villes durables

Le concept d'intensification stratégique nous invite à envisager le développement de nos territoires habités comme un réseau de nœuds denses et connectés les uns aux autres : c'est aujourd'hui notre meilleur guide pour dessiner le plan de nos villes.

Car les projections dont nous disposons, et la crise sanitaire ne les a pas modifiées[20], confirment que le mouvement d'urbanisation en cours — métropolisation

20. Miet, D., 2023. Crise sanitaire : le fantasme de l'exode urbain à l'épreuve des faits, *le guide des villes vivantes*, mai 2023. https://vv.guide/crise-sanitaire-le-fantasme-de-lexode-urbain-a-lepreuve-des-faits-4792/

Retour au sommaire

et littoralisation — va se poursuivre dans les décennies à venir[21]. S'il concerne au premier chef les pays en forte croissance, il n'en restera pas moins une donnée structurante de l'organisation spatiale des pays dits développés, y compris ceux qui sont en déprise démographique comme le Japon.

Dans ce contexte, la ville dense et compacte, qui fait l'objet d'un consensus d'un point de vue environnemental [22], n'est pas sans poser d'importants défis, notamment sur le plan logistique : comment conjuguer un cadre de vie agréable et abordable, un développement urbain permettant de dépasser certaines tailles critiques aujourd'hui nécessaires au fonctionnement économique des territoires, tout en maintenant un système de mobilité efficace ?

> À l'heure où certaines voix, en France, évoquent une forme de singularité française qui voudrait que nous fassions exception à l'urbanisation croissante des modes de vie, il est sans doute utile de rappeler les fondements de ce concept et la façon dont il peut être mis en œuvre sur le vieux continent.

C'est à cette question centrale qu'un effort de recherche international et pluridisciplinaire a cherché à répondre au cours des décennies passées, parvenant ainsi à un concept qui fait désormais consensus et que le Panel international pour la gestion durable des ressources (IRP) de l'ONU a désigné sous le vocable d'intensification stratégique. A l'heure où certaines voix, en France, évoquent une forme de singularité française qui voudrait que nous fassions exception à l'urbanisation croissante des modes de vie, il est sans doute utile de rappeler les fondements de ce concept et la façon dont il peut être mis en œuvre sur le vieux continent.

Dans son rapport The Weight of Cities[23], publié en 2018, l'IRP définit la notion d'intensification stratégique comme suit : *« La création d'un réseau hiérarchisé et bien articulé de nœuds à forte densité (environ 15 000 habitants par km²) reliés entre eux par des systèmes efficaces et peu coûteux de transports en commun — métros légers, trains, bus à haut niveau de service (BHNS) — qui favorisent une répartition plus équilibrée des logements, des emplois et des services publics au niveau des quartiers et qui sont entourés de zones de densité moyenne (entre 7 500 et 10 000 habitants par km²). »*

Cette définition, dont les seuils sont bien entendu à adapter et transposer à chaque contexte spécifique au regard des caractéristiques culturelles et économiques locales, présente l'avantage de résumer, en peu de mots, le consensus scientifique mondial quant à la façon de préparer nos villes aux grands défis des décennies à venir. En particulier, les experts de l'IRP synthétisent ici les objectifs du nouvel agenda urbain [24], les recommandations du GIEC[25] mais aussi l'état de l'art en matière d'économie[26] et de mobilité urbaine[27]. En termes d'organisation spatiale, cette vision repose principalement sur deux piliers.

1 • Le polycentrisme et la mobilité deviennent les instruments centraux de la planification urbaine. L'intensification stratégique implique de penser la ville comme un réseau composé de nœuds (i.e. des centralités urbaines) reliés entre eux par des arêtes (i.e. le système de transport en commun). C'est en positionnant les stations du réseau que l'urbaniste pilote l'armature urbaine : les points appelés à se densifier de façon plus prononcée que les autres et, ainsi, une répartition spatiale équilibrée des logements, des emplois et des aménités.

2 • Dans chaque quartier, les règlements d'urbanisme doivent permettre une agglomération nodale, formant ainsi un tissu urbain de proximité, socialement et fonctionnellement mixte, pensé pour favoriser les mobilités actives et s'organisant autour de la centralité créée par la station : très dense au centre, notamment en emplois, puis, en s'éloignant, un environnement urbain moins dense, mais qui doit le rester suffisamment pour offrir des logements abordables au plus grand nombre, une vitalité et une proximité accrues des services et équipements du quotidien, tout en permettant d'accéder à la station en quelques minutes de marche ou de vélo.

Si cette vision en deux niveaux hiérarchisés ne semble pas présenter d'obstacle dans sa conception même, elle n'est pas sans rencontrer des difficultés d'application dans la pratique. Dans les pays développés, l'obstacle relève de la très difficile acceptabilité de la densification des tissus urbains existants par les riverains. Dans les pays en forte croissance, c'est le caractère rigide, lourd et inabordable de l'urbanisme « hyperformel » qui relègue une part importante de la réponse aux besoins à l'informel, qui constitue l'obstacle principal.

La montée du NIMBY, l'aspiration au retour de la nature en ville et la forte remise en cause de la densification dans les pays développés : apprendre des villes du sud de l'Europe

En Europe, la densité — et avec elle modèle historique de la ville européenne — a longtemps été considérée, par les urbanistes, comme l'ingrédient fondamental :

- de la préservation des terres naturelles et agricoles (« land sparing »),
- du développement des mobilités douces et actives (et donc de la décarbonation de nos modes de vie),
- d'un modèle économique soutenable pour nos infrastructures, nos équipements, services et espaces publics.

21. ONU-Habitat, *World Cities Report 2022*

ONU Habitat
World Cities Report 2022

22. Fouchier, V. (2022). Les métropoles limitent l'impact environnemental de la population des pays de l'OCDE. Revue Urbanisme, novembre 2022.
23. International Resource Panel (IRP), *The Weight of Cities* (2018), résumé à l'intention des décideurs.

International Resource Panel
The Weight of Cities 2018

24. ONU-Habitat, Nouveau Programme pour les villes (2020)
25. IPCC Sixth Assessment Report, Working Group III: Mitigation of Climate Change, chapitre 8 — voir, en particulier, 8.4.2 (Spatial Planning, Urban Form, and Infrastructure).

26. Gilles Duranton & Diego Puga,The Economics of Urban Density, Journal of Economic Perspectives vol. 34, no. 3, été 2020, pp. 3–26.
27. Anna Ibraeva, Gonçalo Homem de Almeida Correia, Cecília Silva, António Pais Antunes, Transit-oriented development: A review of research achievements and challenges, Transportation Research Part A: Policy and Practice Volume 132, février 2020, pp 110-130

Mais pour sortir de la crise sanitaire, une part sensible des urbanistes prône aujourd'hui la déconcentration des emplois, la démétropolisation et l'arrêt de la densification.

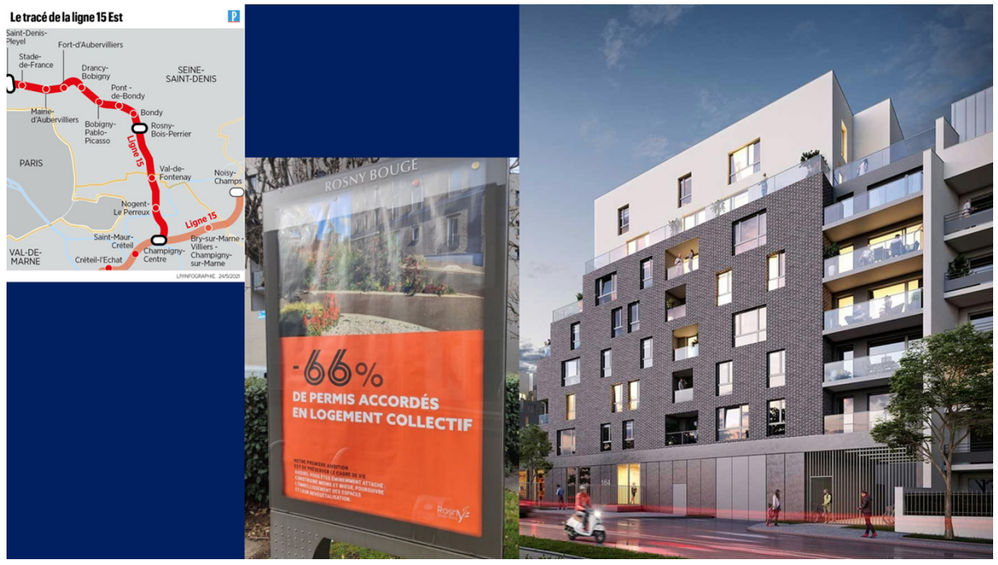
Pour certains, le modèle de référence que tout le monde a en tête n'est plus celui de la « ville compacte » mais celui de la ville verte qu'on oppose trop vite à la ville dense : on croit que ce sont les arbres qui nous protègeront des canicules et non les murs épais, l'ombre des rues étroites, la fraîcheur des cours… L'histoire des villes européennes et méditerranéennes confrontées depuis des siècles aux fortes chaleurs n'est pas mobilisée alors qu'on nous annonce que Paris, Lyon et d'autres grandes villes françaises connaîtront en 2050 les étés de certaines villes espagnoles.

C'est très largement que ces villes denses, compactes, minérales, ne correspondent plus aux *a priori* contemporains sur ce qui constitue la clé de la soutenabilité des villes et des territoires.

Les conséquences de la perte de consensus autour de la densité urbaine, et donc par ricochet de l'intensification stratégique, se font sentir dès aujourd'hui avec :

1 • une remise en cause nourrie de la densification qu'on oppose à la végétalisation [28] : on observe pourtant aujourd'hui, en Europe, de nombreux maires qui se félicitent de parvenir à faire baisser drastiquement les volumes de constructions dans des villes qui, pourtant, continuent de bénéficier d'investissements importants dans des transports en commun puissants et efficaces.

28. Miet, D., Bordeaux Métropole : « territoire du NON », *le guide des villes vivantes*, décembre 2024. https://vv.guide/bordeaux-metropole-le-territoire-du-non-22253/
29. Miet, D., « Qu'ils aillent se loger ailleurs ! ». Le guide des villes vivantes, septembre 2024. https://vv.guide/quils-aillent-se-loger-ailleurs-21017/



À Rosny-Sous-Bois (Île-de-France), qui s'apprête à accueillir une gare du Grand Paris Express en 2030, on célèbre la sobriété immobilière, sur les panneaux publicitaires de la ville, en pleine crise du logement [29].

2 • Une relance de l'étalement dans les secteurs tendus, qu'on prend pour une sorte de rééquilibrage des territoires, mais qui provient, en réalité, d'une baisse de l'efficacité foncière dans les secteurs tendus [30].

À Rosny-Sous-Bois (Île-de-France) Rosny-sous-Bois, qui s'apprête à accueillir une gare du Grand Paris Express en 2030, on célèbre la sobriété immobilière, sur les panneaux publicitaires de la ville, en pleine crise du logement [11].

Nous allons donc devoir reconstruire un consensus sur la base de la science, et de l'expérience. Par exemple, celle de villes comme Séville ou Cordoue, dont les cours parviennent — grâce à l'extrême densité et compacité de leur forme urbaine — à réduire de 7 à 15° la température ambiante [31].

Nous devrons démontrer à nouveau, dans les mois qui viennent, par l'histoire des villes et nos projets contemporains, que l'augmentation de la densité humaine, de la densité bâtie, peut aller de pair avec le retour du végétal et de l'eau en ville [32]. Car ceux qui cherchent à opposer ces actions le font pour des raisons que le maire de Lausanne a rappelées : invoquer la nature pour ne pas densifier, c'est, en réalité, chercher un prétexte pour ne pas accueillir là où l'on a décidé soi-même de vivre.

30. Miet, D., Le NIMBY contre l'efficacité foncière ?, le guide des villes vivantes, septembre 2024. https://vv.guide/le-nimby-contre-lefficacite-fonciere-20928/
31. VVPLACE, mars 2025. Cours intérieures : une technique traditionnelle de climatisation passive des villes… qui révèle les limites de nos modèles de simulation du climat urbain, le guide des villes vivantes, mars 2024. https://vv.guide/les-cours-interieures-et-la-climatisation-passive-des-villes-24232/
32. Hanss, T., & Miet, D. (2024, January 11). *La densification peut-elle être un levier pour améliorer la biodiversité ?*

La densification peut-elle…
Hanss, T., & Miet

L'urbanisme organique et la question de la beauté en ville : apprendre des villes du « Sud global »

Entre l'informel, qui domine dans les régions en très forte croissance démographique [33], et l'hyperformel (un urbanisme qui procède quasi exclusivement par grandes opérations de promotion immobilière et hyper réglementations qui figent l'existant), existe la voie de l'urbanisme organique :

- la puissance publique investit dans des infrastructures, des équipements et des espaces publics sur le long terme,
- une partie significative des bâtiments, notamment résidentiels, se fait à maîtrise d'ouvrage habitante, selon un urbanisme développé en partenariat avec la population elle-même [34].

On réduit les coûts [35], la granularité du tissu urbain s'affine, la mixité sociale augmente et la ville devient un grand processus collectif de transformation et d'intensification progressive, stratégique, urbanistiquement piloté.

Nous gagnerions, en Europe, à créer les conditions pour qu'émane à nouveau une beauté puissante, vibrante et populaire du développement urbain afin que celui-ci soit accepté et même désiré partout là où il répond à une demande, y compris là où l'urbanisation s'est déjà développée sous une première forme et où

33. Weber, B. 2024. Under the radar. Le guide des villes vivantes, novembre 2024. https://vv.guide/under-the-radar-21597/
34. Gnacadja, L., 2025. L'auto-promotion encadrée est le seul levier pour capitaliser sur le potentiel de l'informel. Le guide des villes vivantes, janvier 2025. https://vv.guide/lauto-promotion-encadree-est-le-seul-levier-pour-capitaliser-sur-le-potentiel-de-linformel-22908/
35. Caraire, D., 2024. Autopromotion accompagnée : du logement abordable sans gaspiller les moyens publics, NewsTank Cities. https://cities.newstank.fr/article/view/347010/autopromotion-accompagnee-logement-abordable-sans-gaspiller-moyens-publics.html

une densification s'avère nécessaire pour poursuivre l'amélioration du cadre de vie et des services rendus par la ville. Le NIMBY ne pourra pas être contourné ou levé par les seuls outils juridiques et de gouvernance des sols. Il ne pourra pas être dépassé par le seul débat démocratique et technique. Car la valeur de la densité réside, également, dans la question de sa beauté. Et sa beauté, dans le rôle que jouent les habitants eux-mêmes dans sa production.

Pour réaliser les grands principes de l'intensification stratégique, pour dépasser les obstacles qui se dressent sur le chemin de la densification pertinente, intelligente, le rôle des habitants sera crucial : non seulement en tant qu'opérateurs d'une filière courte et abordable de la production de logements[36], mais également, de façon aussi fondamentale, du point de vue esthétique, comme le montrent les réussites à la fois extraordinaires et banales des tissus urbains évolutifs et adaptatifs de certaines villes asiatiques, comme celles du Vietnam en particulier.

Celles-ci nous montrent la voie en investissant beaucoup dans une beauté organique qui est le fruit d'une liberté, laquelle ménage un espace au sein duquel l'expressivité architecturale de la production courante du tissu urbain se déploie au change l'idée même que l'on peut se faire du développement et de la densification urbaine.

36. Pouvreau, L. (2024, January 18). *L'auto-promotion accompagnée : un modèle économique pour la production massive de logements abordables en France.* Organic Cities, Paris. Sciences Po & Villes Vivantes.

L'auto-promotion...
Organic Cities

Δ
Expressivité architecturale de la production de logements courante au Vietnam, dans les villages comme en ville. Crédit : David Miet.

Δ
De gauche à droite : Fatimetou ABDEL MALICK, Jean-Louis MOULOT, Moniah BOUKARI, Monica CORALLI.

Δ
David ABITTAN et Lamia EL AARAJE.

Retour au sommaire

COMMENT LES VILLES PEUVENT FAVORISER LA VIE LOCALE ET RENFORCER LE FAIRE ET LE VIVRE ENSEMBLE EN HARMONIE ? L'EXEMPLE DE GRAND-BASSAM

Par Jean-Louis Moulot
MAIRE DE GRAND-BASSAM ET URBANISTE

Grand-Bassam, une ville historique tournée vers l'avenir

Grand-Bassam, première capitale de 1893 à 1900, est la mémoire vivante de la Côte d'Ivoire moderne. La ville qui se distingue par ses valeurs historiques, culturelles et architecturales est inscrite sur la prestigieuse Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis juin 2012.

Située dans la région du Sud-Comoé, Grand-Bassam présente des caractéristiques physiques, humaines et économiques particulières. En effet, la ville est traversée par plusieurs cours d'eau, notamment, le fleuve Comoé et les lagunes Ebrié, Ouladine. Elle dispose également d'une ouverture sur l'Océan atlantique, lui offrant une plage longue de 15 km.

> L'engagement du Conseil municipal à promouvoir toutes ces initiatives repose sur une vision stratégique. Celle de construire un territoire à la fois moderne et apaisé.

Ce positionnement stratégique favorise le développement des activités de pêche, de tourisme et d'hôtellerie. La ville de Grand-Bassam se distingue également par son savoir-faire artisanal. En effet, la ville dispose du plus grand village artisanal de Côte d'Ivoire, avec plus de 500 artisans qui travaillent différents types de matières notamment le bois, l'argile, le bronze, le batik, l'or et l'argent.

Retour au sommaire

La ville à la population cosmopolite évaluée à 124 567 habitants (RGPH 2021) est un carrefour des arts et de la culture. Les manifestations culturelles, telles que l'Abissa, les fêtes de génération, Bassam Fashion Days, le Festival Rire Ensemble Vivre Ensemble (REVE) font la renommée de belle cité balnéaire.

Pour atteindre cet objectif, des outils et mécanismes innovants sont élaborés et mis en œuvre.

Une politique de planification audacieuse

La ville de Grand-Bassam est confrontée à une double problématique. Celle d'assurer d'une part le développement économique et social en tenant compte des défis démographiques et urbanistiques, et d'autre part conserver ses caractéristiques qui font sa particularité.

Pour répondre à cette problématique, la ville s'est dotée d'outils stratégiques de planification qui impriment à la ville de Grand-Bassam une vision de développement qui répond aux besoins actuels et futurs.
En effet, le Conseil municipal est conscient qu'un développement qui n'est pas suffisamment planifié aura pour conséquence de produire le désordre urbain et d'entacher le prestige des territoires.

Pour répondre à cette problématique, la ville s'est dotée d'outils stratégiques de planification qui impriment à la ville de Grand-Bassam une vision de développement qui répond aux besoins actuels et futurs.

Les outils de planification dont dispose la ville sont :

- Le Plan d'Urbanisme Directeur (PUD)
- Le Plan d'Assainissement
- Les plans de lotissement
- Le plan de développement durable : Agenda 21 Local
- Le Plan quinquennal de sauvegarde et de valorisation de la ville
- Le Plan Communal de Développement (PCD).

Ces instruments permettent de répondre aux défis qu'impose le changement climatique, notamment l'érosion côtière et les inondations. En effet, dans le cadre de la mise en œuvre de cette politique de planification, la ville bénéficie de travaux de construction de voies de canalisation et drainage des eaux pluviales. Ces réalisations sont rendues possibles grâce aux effets conjugués du Conseil municipal et du pouvoir central. En effet, la ville est inscrite sur la liste des villes bénéficiaires du Programme d'Appui à la Résilience Urbaine (PARU), permettant de renforcer la résilience de la ville face aux effets du changement climatique.

De plus, en lien avec l'agenda 21 local élaboré avec l'appui de ses partenaires, le Conseil municipal s'est engagé dans des initiatives de développement durable. Dans ce sens, il a lancé un projet d'éclairage à l'énergie solaire des campements et des sites emblématiques de la ville, notamment le pont de la Victoire.

Ainsi, en plus des commissions statutaires que composent le Conseil municipal, la Mairie de Grand-Bassam offre des cadres supplémentaires d'expression à la population à travers la mise en place de commissions consultatives.

La ville développe également, avec l'appui de l'ambassade de France, un projet de transformation des coques de noix de Coco en charbon écologique. Cette initiative innovante permet à la fois de répondre aux défis de gestion durable des déchets mais aussi à la question de l'autonomisation de la Femme, qui est un pilier majeur de la politique de développement local.

La gestion participative : pilier de construction d'une cité moderne et cohésive

Le modèle de construction de l'Urbanisme à Grand-Bassam s'appuie sur la gestion participative. Notre ville du fait de son histoire atypique et de son évolution qui s'appuie sur des leviers culturels spécifiques, a besoin de construire un développement fondé sur le dialogue et la participation de toutes les couches de la société.

Ainsi, en plus des commissions statutaires que compose le Conseil municipal, la Mairie de Grand-Bassam offre des cadres supplémentaires d'expression à la population à travers la mise en place de commissions consultatives. Ces espaces contribuent à l'implication véritable de la population dans la construction du développement local. Il s'agit entre autres :

- **Du Conseil Consultatif :** organe de réflexions prospectives et stratégiques sur le devenir de Grand-Bassam. Cette commission rassemble toutes personnes physiques ou morales compétentes, désireuses de contribuer formellement au développement de la ville de Grand-Bassam.
- **Le Conseil des sages :** Grand-Bassam étant fortement ancré dans ses valeurs culturelles, il fait également figure de modèle en termes de cohabitation pacifique de différentes obédiences religieuses. De ce fait, les Rois et chefs traditionnels ainsi que les guides religieux jouent un rôle majeur dans la stabilisation de notre société. Pour permettre à ces acteurs de disposer d'un cadre formel d'actions afin de contribuer davantage au renforcement de la cohésion sociale, ce conseil des sages a été instauré. Il vise également à assurer le dialogue intergénérationnel et la transmission des valeurs de la société des ainés aux plus jeunes.
- **Le Conseil municipal des Jeunes :** La Côte d'Ivoire a une population

majoritairement jeune. En effet, selon le Recensement Général de la population et de l'Habitat (RGPH) de 2021, 75,6 % des habitants du pays ont moins de 35 ans. Cette jeunesse, lorsqu'elle est bien encadrée, constitue une force de proposition et un pilier pour le développement. À Grand-Bassam, dans l'optique d'encourager la participation des jeunes à la gestion de la commune et de leur offrir un cadre d'apprentissage à la vie publique, il est créé un Conseil municipal des jeunes.

Il convient de noter qu'en plus de ces organes, la ville dispose de trois royautés et d'importantes associations comme l'Union de la Jeunesse Communale ainsi que la Fédération des Associations Féminines de la ville, qui contribuent activement à la vie de la commune. Des tournées d'échanges sont aussi organisées dans les différents quartiers et villages de la commune.

> Grand-Bassam a besoin de construire un développement fondé sur le dialogue et la participation de toutes les couches de la société.

Au-delà de ces cadres formels, il existe des rendez-vous périodiques avec les populations, notamment les *grandes rencontres* qui sont des cadres d'échanges et d'évaluation des actions du Conseil municipal par les populations.

Toutes ces initiatives permettent de bâtir et d'entretenir un territoire apaisé qui prend en compte les besoins des populations dans la construction de développement local. La pleine participation des populations à la vie de la communauté encouragée par la gestion participative permet de construire une cohésion sociale qui contribue à son tour au développement de la ville.

En somme, le modèle urbanistique de Grand-Bassam s'appuie sur une vision stratégique, des outils de planification et la gestion participative, permettant de construire un développement harmonieux et la cohésion sociale.

Retour au sommaire

◁ Vanille GUICHARD.

△ De gauche à droite : Anne HIDALGO, Roger MBASSA NDINE, Omniya ABDEL BARR, Carlos MORENO, Sénamé KOFFI.

COMMENT L'EAU PEUT-ELLE DEVENIR UN VECTEUR DE RÉENCHANTEMENT DES VILLES, DANS L'ESPACE PUBLIC ?

Par Françoise N'Thépé
ARCHITECTE

On pourrait commencer par parler des vents et donc de la circulation de l'air, complétant les besoins en rafraîchissement dans des espaces publics surchauffés et étouffants ; la densité bâtie, la fermeture des îlots pour des questions souvent sécuritaires ont dégradé le chemin naturel des flux, cassant les courants d'air. Aujourd'hui, l'attention est portée notamment sur la qualité des logements, prônant le « traversant » et bien orienté. Mais la situation est plus floue quand il s'agit de l'espace public dont les contours ne sont pas édictés par les mêmes besoins.

Différentes solutions sont à portée des villes permettant de lutter contre les îlots de chaleur et d'apporter du bien-être aux populations — notamment celles dans les positions les plus vulnérables. Au-delà des solutions de recherche d'ombrage ou liées à une urbanisation dite durable par l'adaptation de pratiques constructives dites écoresponsables, il est important de maintenir un écosystème viable lié au vivant. Car quoi de plus efficace que de s'appuyer sur des ressources naturelles qui travaillent de façon intrinsèque ? C'est également un gage de préservation de la biodiversité en ville.

Sans parler des hypothèses liées à la maîtrise des catastrophes naturelles dues au dérèglement climatique (comme la gestion des risques d'inondation), ou de l'accès à l'eau potable qui est un besoin vital, d'une manière générale l'eau peut participer à la réduction de la température en ville.

D'abord et pour revenir en arrière, on sait tous qu'un sol imperméabilisé, c'est moins d'évapotranspiration et moins d'infiltration que dans un sol naturel. Et donc beaucoup plus de ruissellement : 55 % pour un sol bâti contre 10 % pour un sol naturel. Or les conséquences sont doublement négatives : non seulement le ruissellement peut provoquer des inondations considérables, mais la faible infiltration des eaux pluviales diminue la ressource en eau. Qui plus est, la dé-bétonisation, ou plutôt dés-imperméabilisation, garantit la préservation des sols, notamment pour assurer une bonne végétalisation et donc la réduction des îlots de chaleur.

Parc Clichy Batignolles, Martin Luther King, Paris 17e, © Istock.

Retour au sommaire

Christian Piel[37], dirigeant du bureau d'études en hydrologie urbaine « Urban Water », explique qu'on cherche maintenant à intégrer l'eau dans la ville, voire à dessiner la structure urbaine en fonction du cheminement des eaux pluviales, avec l'objectif de recréer en milieu urbain les processus d'évapotranspiration et d'infiltration qui existent dans le milieu naturel. Il s'agit en fait de *« prendre en compte, voire de s'adapter au fonctionnement naturel d'un site, tout en intégrant cette vision dans une stratégie plus globale de trame verte et bleue ».*

Voici déjà un changement qui se dessine…

D'autre part, aujourd'hui, plus de la moitié de la population mondiale vit sur les côtes. Et quand on pense à l'accès direct à l'eau, beaucoup de villes sont naturellement structurées autour de cette ressource : mers, fleuves et rivières, lacs, canaux, sources souterraines… Il existe donc de nombreuses possibilités, à toutes les échelles et avec peu de moyens, pour que les espaces publics fassent que nos villes restent vivables et accueillantes. Dans certains pays comme en France, l'exemple de la réouverture de cours d'eau ou de sources à l'air libre est déjà en marche depuis plusieurs années (par exemple, la Petite Saussaie à Vitry-sur-Seine[38], la Bièvre dans le Val-de-Marne ou encore le Petit Rosne à Ezanville) ; ces démarches importantes et ambitieuses offrent notamment des promenades fraîches tout en renforçant des corridors écologiques. Et elles sont souvent portées par des initiatives locales, soulignant l'importance d'intégrer au maximum les habitants dans les projets.

Il existe donc de nombreuses possibilités, à toutes les échelles et avec peu de moyens, pour que les espaces publics fassent que nos villes restent vivables et accueillantes.

Évidemment, selon les contextes, les enjeux ne sont pas les mêmes. La relation qui se tisse entre l'eau et la ville est multiple. Certaines villes sont confrontées au problème de la pollution de l'eau, d'autres à un problème structurel d'inaccessibilité ou à l'inverse d'inondabilité, et d'autres encore à une maîtrise de la gestion des eaux pluviales, comme leur stockage ou leur drainage.

Donc l'eau peut aussi bien incarner un imaginaire collectif et onirique, que focaliser la peur d'un élément insaisissable, ou encore offrir un paysage propice aux loisirs.

L'eau a aussi la vertu d'être apaisante, et suggère donc des usages doux. Définir des espaces de sociabilisation et de rencontre par le biais de l'eau est en fait simple et tout de suite efficace. Pour cela, il faut créer une véritable mise en scène de l'eau, qui peut également permettre de marquer l'identité d'un lieu. Par exemple, un espace public peut devenir hybride en adaptant ses usages aux fluctuations climatiques : une place peut un jour être sèche, et un autre jour devenir un bassin de rétention. On peut également penser à des solutions ponctuelles par le biais de mobilier urbain (brumisateur, fontaine ou jeux d'eau). Et beaucoup d'autres exemples connus de bord de rives montrent que l'eau rassemble, éduque et apporte du bien-être. Donc, par un travail sur la géomorphologie, il est possible de repenser le réaménagement des limites entre l'eau et l'urbain, entre l'eau et les citoyens.

Paysarchitectures, Résurgence de la Petite Saussaie, Vitry-sur-Seine ; Le square Perrot conçu par Marie Pire Paysagiste. Photographie : Pierre-Yves Brunaud.

La journaliste et autrice Valérie de Saint-Do[39] a récemment évoqué que *« des mouvements de chercheurs, penseurs, riverains et citoyens réfléchissent à changer de paradigme et pensent une nouvelle organisation de la géographie territoriale et de la démocratie, jusqu'à donner une nouvelle personnalité juridique au vivant non humain »*. C'est pourquoi urbanistes, paysagistes, architectes, mais aussi hydrologues, sociologues, ingénieurs environnementaux… doivent agir en lien avec les puissances publiques afin de faire évoluer le visage de nos villes actuelles en un nouvel espace de partage et de pensée politique.

37. *Vers une gestion naturelle de l'eau pluviale en milieu urbain*. Christian Piel, Journées de l'hydraulique, 1996.

Vers une gestion naturelle…
Christian Piel

38. Résurgence de la source de la petite Saussaie. Maîtrise œuvre d'espaces publics. Vitry-sur-Seine, 2021.

Résurgence de la source…
Vitry-sur-Seine

39. MONDES VIVANTS — L'eau, source de renouveau démocratique, par Valérie de Saint-Do, Revue l'Architecture d'Aujourd'hui n° 462, sept. 2024

CHAPITRE 3

COMMENT LA CULTURE, L'ART URBAIN ET LES INITIATIVES CITOYENNES FAVORISENT DES VILLES POUR TOUTES ET TOUS ?

© AIMF

Les villes sont peuplées de gens qui viennent d'ailleurs, eux, leurs parents ou leurs grands-parents, avec leur histoire et leur culture.

Les villes sont les lieux où les populations venues d'horizons différents se croisent, se rencontrent et s'installent, créent ensemble mais aussi se confrontent à l'autre, à l'étranger, à celui que l'on ne connaît pas.

Parce que les villes sont densément peuplées, elles sont par excellence lieu de création. Que l'on soit arrivé pour étudier, pour travailler ou pour se réfugier, que l'on soit jeune ou vieux, né là ou pas, on a désormais, là où l'on est, le même destin. Se fabrique alors une culture commune.

INTRODUCTION

Par Christiane Blancot
ARCHITECTE URBANISTE, ENSEIGNANTE À L'ENSAPLV

C'est de cela dont parlent les orateurs de cette table ronde, de ce que les habitants créent, inventent collectivement, de ce que les villes et leurs municipalités inventent, elles aussi, et comment société civile et politiques publiques se croisent et s'entremêlent, pour rendre la vie en ville plus vivable, plus désirable, plus solidaire.

Pour aborder ces sujets, la table ronde a regroupé des élus, des universitaires et des acteurs-citoyens à l'initiative d'actions culturelles et sociales ; chacun parlant, à partir de son point de vue, de sa manière d'agir et de ses réflexions et expériences pour rendre les villes plus vivables et plus solidaires dans un contexte marqué par la multiplication des catastrophes, les risques de replis communautaires et l'extrême difficulté à vivre dans des villes immenses où l'on peut se sentir abandonné, sans repère, déraciné, dans un territoire profondément inégalitaire et violent.

Les élus parlent de ce qu'ils font, de leurs obligations classiques telles que la gestion des réseaux d'eau et d'électricité, des déchets ou encore de l'assainissement des villes, mais ils parlent aussi désormais, et c'est assez nouveau dans leur manière de gouverner les villes, de l'attention qu'ils portent à la culture, aux cultures, aux points de vue et aux actions des habitants et de la société civile. Cette attention peut aller jusqu'à les intégrer dans le processus d'invention et de fabrication des politiques publiques qu'ils vont ensuite mettre en œuvre. Ainsi peut être surmontée la peur de l'étranger, de celui que l'on ne connaît pas et qui arrive sur le territoire où vous-même êtes déjà installé. La culture, la participation à des événements communs, l'attention portée à toutes les populations et à leurs diverses cultures permettent, peu à peu, une cohésion sociale et la vie en commun sur un territoire partagé.

Ainsi, le maire de Québec nous raconte à quel point il est important d'aller chercher les populations les plus éloignées du monde culturel pour établir une programmation de festival qui les concernent et auxquels ils adhèrent. Il nous montre un chemin pour mettre en œuvre une politique culturelle pour tous qui s'appuie sur le fait de faire sortir la culture des salles de spectacle pour aller vers les gens.

Le maire de Douala, quant à lui, nous explique qu'il fut le premier à aller rencontrer les villages qui sont dans la ville et les chefs communautaires pour parler avec eux de leur culture et de leurs pratiques traditionnelles. Des éléments de ces cultures ancestrales ont été réactivés et les différents villages ont ainsi pu se sentir de plus en plus intégrés dans la ville. La Maire de Paris revient sur l'apport décisif d'un directeur artistique très attentif à la ville dans laquelle il intervient lorsqu'il imagine la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques au cœur de l'espace public et non dans un stade fermé afin de permettre à tous de participer à cet événement et de s'y reconnaitre.

Partant de leur conscience de citoyens engagés, Sénamé Koffi et Omniya Abdel Barr nous entraînent sur les traces de leur parcours dans lequel se rejoignent leur savoir universitaire et leurs actions au cœur des villes dans lesquelles ils expérimentent et œuvrent pour une société plus juste, qui fasse une place à chacun et soit capable d'intégrer dans son développement le travail, les initiatives et les inventions des habitants ordinaires. Ils nous montrent comment ces actions collectives si indispensables à la vie urbaine, peuvent être engendrées par des actions culturelles venant de l'extérieur qui, finalement croisent et rejoignent la vie du territoire dans lequel elles s'inscrivent pour l'enrichir et donner un sens commun aux deux. Ainsi au cœur du Caire ancien, à partir d'un travail purement patrimonial de restauration d'un palais, Omniya Abdel Barr nous emmène dans une histoire où, peu à peu, en ouvrant le Palais aux habitants du quartier après une longue fermeture, il se transforme en un lieu social et économique, accueillant et quotidien, et il est ainsi rendu au territoire et à la société dans lequel il se trouve.

Dans un contexte totalement différent, Sénamé Koffi nous raconte comment un festival de théâtre dans un quartier de Bamako a débouché sur une organisation des femmes d'une même rue pour mener ensemble des actions de solidarité, de gestion des déchets et de création de nouveaux espaces collectifs.

On peut y ajouter l'expérience du 104 à Paris, lieu culturel très institutionnel créé par la Ville de Paris, dont Clémentine Aubry qui y travaille, nous conte l'histoire. Elle nous explique comment, peu à peu, s'est développé un lieu éminemment social et fédérateur, ouvert à tous et attirant des usagers très divers, sans exclusive aucune, grâce à l'attention portée par ses gestionnaires au territoire à ses différentes échelles, à ses besoins et à ses désirs.

Retour au sommaire

Accéder à la vidéo

Les entretiens Urbanisme en Francophonie #15
Sénamé KOFFI.

Ainsi, à partir de points de départ très divers et parfois « hors sol », l'intelligence des acteurs, le laisser-faire des autorités publiques, combiné à leur aide ou à leur initiative, crée des synergies inédites et ouvre des espaces de dialogue urbain et de développement social.

Afin de nous éclairer encore un peu plus, Carlos Moreno, universitaire, revient sur l'importance de créer des récits collectifs communs dans nos vastes métropoles habitées par toutes sortes de populations étrangères les unes aux autres, attirées par la ville pour des raisons très différentes, avec le risque du communautarisme comme du rejet et de la peur de l'autre que l'on ne connaît pas. Il insiste sur la nécessité de donner les moyens à la population d'une vie locale facile, de relations sociales basées sur des lieux d'échange proches afin que cette proximité des gens et des lieux de toutes sortes permette de se forger un quotidien et un avenir commun.

Et cette façon de concevoir la ville, comme un territoire où peuvent se tisser des solidarités et des proximités parce que l'espace urbain le permet, rendra les villes résilientes aux risques et permettra d'affronter l'amplification et la multiplication des catastrophes engendrées par les changements climatiques. Dans ce contexte, le rôle des gouvernements locaux est fondamental, car ils sont en première ligne.

Lorsque les politiques nationales restent lointaines et parfois absentes, les maires font. Ils ont cela en commun, d'être obligés de faire car confrontés quotidiennement à un espace urbain, souvent très vaste et très peuplé, qui peut s'avérer inhospitalier, voire dangereux et dans lequel les risques semblent de plus en plus grands et nombreux. Le rôle de la culture, l'attention portée aux populations dans leur diversité et à leurs initiatives, la place donnée à chacun et l'importance d'une vie locale facilitée sont autant d'outils de gouvernance plus que jamais nécessaires.

BÂTIR ENSEMBLE LA VILLE DONT NOUS RÊVONS

Par Bruno Marchand
MAIRE DE QUÉBEC, VIC-PRÉSIDENT DE L'AIMF

Les villes ont toujours eu la responsabilité de répondre aux besoins de base de la population comme la voirie, les égouts, l'approvisionnement en eau, et dans le cas de Québec, le déneigement. Mais de s'arrêter à ces nécessités serait un manque flagrant de vision.

En matière de culture, par exemple, les villes ont un rôle immense à jouer dans leur capacité à rejoindre les citoyennes et les citoyens là où ils sont. La culture est une création collective qui évolue et se transforme par la participation de chaque personne.

À Québec, au lieu de chercher des façons d'inciter les gens à fréquenter les salles de spectacles, nous avons imaginé comment amener l'art vers eux. Cet aspect est au cœur de notre nouvelle Politique culturelle, qui se veut démocratique, inclusive et diversifiée afin de favoriser l'épanouissement individuel et collectif de la population de Québec. Nous avons voulu établir une politique culturelle non pas pour les gens, mais avec les gens.

Des organismes culturels professionnels et amateurs, des artistes, des spécialistes, des citoyennes et citoyens ont été mobilisés, sans oublier les néophytes en matière de culture, c'est-à-dire celles et ceux qui n'entrent jamais dans une salle de spectacle, qui ne comprennent pas pourquoi nous installons une sculpture au coin d'une rue ou que nous organisons des activités avec des artistes. Ces personnes-là, nous avons le devoir de les écouter.

Plus que jamais, la culture doit aller à la rencontre des gens, dans leur quartier et leur milieu de vie.

Retour au sommaire

Rue Sous-le-Cap dans le quartier du Vieux-Québec, à Québec, Canada.

Retour au sommaire

À titre d'exemple, nous avons organisé l'automne dernier un tout nouvel événement gratuit, appelé Réverbère, pour célébrer les arts de la rue. Pendant quelques jours, de nombreux artistes ont animé le Vieux-Québec de leurs performances spontanées, éclectiques et trépidantes. Le succès a été instantané.

L'art public répond aussi à ce besoin d'accessibilité. Aux quatre coins de Québec, plus de 500 œuvres d'art public façonnent la beauté de notre ville et forgent son identité. Monuments et figures historiques côtoient des réalisations contemporaines audacieuses, symboles d'une ville patrimoniale innovante.

En animant les parcs, places et édifices, l'art public réinvente les lieux accessibles à toutes et à tous. De plus, par notre programme de Médiation culturelle, nous offrons un maillage entre des artistes et des enfants dans les écoles, donnant lieu à des projets extraordinaires comme la création d'une murale, d'une sculpture ou d'un vidéoclip.

Ce programme connaît une immense popularité. Depuis 2016, la Ville a coordonné 174 projets de médiation culturelle touchant près de 25 000 jeunes. À cela s'ajoutent toutes les activités d'animation dans les 26 bibliothèques de Québec : il y en a près de 3 000 par année !

Ces activités jouent un rôle important : elles donnent à toute la population un accès gratuit à la culture. Une magnifique porte d'entrée pour vouloir en découvrir encore plus !

Depuis quelques années, nous avons également une bibliothèque éphémère, installée dans un conteneur entièrement aménagé, au cœur d'un complexe d'habitations à loyer modique. Elle propose des activités interculturelles et des livres destinés aux enfants âgés de 0 à 12 ans.

« Depuis 2016, la Ville a coordonné 174 projets de médiation culturelle touchant près de 25 000 jeunes. À cela s'ajoutent toutes les activités d'animation dans les 26 bibliothèques de Québec : il y en a près de 3 000 par année ! »

La culture de proximité sera d'ailleurs à l'honneur pour les prochaines années, avec des animations variées directement dans les arrondissements, au cœur du milieu de vie des citoyennes et des citoyens, et de nombreuses expositions extérieures.

En plaçant l'art, sous toutes ses formes, au centre de son développement culturel, touristique et économique, notre ville renforce son identité et son dynamisme. Chaque œuvre d'art devient ainsi le reflet de notre vision du monde et rend possible la rencontre entre l'espace municipal, l'être et la collectivité.

Faire rayonner notre francophonie

Évidemment, à travers la culture, notre francophonie rayonne. Elle est dans l'ADN de Québec. Nous sommes l'accent d'Amérique, le berceau de la francophonie en Amérique du Nord et nous en sommes fiers.

Nous voyons la francophonie comme une force. Plus de 327 millions de personnes utilisent le français dans le monde. En travaillant ensemble, la francophonie nous donne un pouvoir important sur le plan international. Partager la même langue nous permet de célébrer notre culture, de partager nos idées et notre expertise, d'innover.

Des organisations, comme l'Association internationale des maires francophones, se mobilisent pour faire entendre la voix des villes francophones sur le plan international.

Notre francophonie brille bien sûr à travers nos artistes. Québec est une capitale culturelle extraordinaire remplie d'artistes de talent dans plusieurs domaines. De plus, nous avons la chance d'être membre du réseau mondial des villes créatives de l'UNESCO comme ville de littérature. Québec a été la première ville francophone à obtenir cette distinction.

L'art francophone nous représente comme peuple ici et ailleurs. Il occupe une place fondamentale dans la vie des citoyennes et des citoyens de Québec. C'est pourquoi nous soutenons les artistes locaux et les petits et grands événements culturels, qui apportent des retombées économiques, bien sûr, mais surtout font rayonner Québec à travers le monde comme une capitale culturelle effervescente et inspirante.

« L'art francophone nous représente comme peuple ici et ailleurs. Il occupe une place fondamentale dans la vie des citoyennes et des citoyens de Québec. »

En donnant aux artistes les moyens de créer, nous célébrons notre francophonie et notre diversité culturelle qui nous enrichit et change notre façon de voir le monde.

Consulter pour mieux avancer

Québec se veut une ville à l'écoute et ouverte aux idées. En plus de la Politique culturelle, plusieurs autres projets importants ont été élaborés par consultation publique dans les dernières années, notamment la Stratégie de développement durable, la Vision de l'habitation, la Vision de l'immigration et la Vision de la mobilité active. Nous travaillons en ce moment sur notre Plan d'urbanisme et de mobilité, qui nous permettra de prévoir, organiser, construire et transformer notre ville, quartier par quartier d'ici 2050.

Retour au sommaire

À travers sa politique de participation publique, axée sur le dialogue citoyen, Québec permet à la population de s'informer, de s'exprimer et de prendre part aux décisions en participant à l'élaboration de ces projets dès leur démarrage. Elle place ainsi la citoyenne et le citoyen au cœur de ses projets, politiques et règlements susceptibles de modifier le milieu de vie.

En 2023, la Ville de Québec a tenu plus de 300 activités de participation publique auprès de toutes les tranches d'âge de la population pour près de 200 projets. À cela s'ajoutent plus de 300 conseils de quartier.

Pour nous, l'apport de l'ensemble des citoyennes et des citoyens est indispensable. Ils connaissent leur ville et leur quartier mieux que personne et sont enthousiastes à se mettre en mouvement pour bâtir la ville avec nous.

Leur contribution est partie prenante de ce qu'on fait. Ce n'est pas simple, ce n'est pas toujours facile, ça prend un peu plus de temps, mais nous arrivons à quelque chose de plus pérenne.

Le regard vers l'avenir

Dans l'avenir, Québec souhaite devenir une capitale où la culture est l'un des piliers essentiels à son développement économique, son dynamisme et son attractivité.

Je vois Québec comme une ville visionnaire, qui n'oublie pas son passé, qui reste fidèle à ses valeurs, mais qui regarde vers l'avant, qui innove, une ville où chaque citoyenne et chaque citoyen a sa place, où chaque idée est entendue et où chaque culture est célébrée.

△
De gauche à droite : Sénamé KOFFI, Roger MBASSA NDINE , Carlos MORENO, Omniya ABDEL BARR, Bruno MARCHAND, Anne HIDALGO, Christiane BLANCOT, Lionel PRIGENT, Frédéric VALLIER, Clémentine AUBRY.

Retour au sommaire

ENTRETIEN

NOUVELLES FORMES DE PROXIMITÉ

Entretien avec M Carlos Moreno

DIRECTEUR SCIENTIFIQUE DE LA CHAIRE « ENTREPRENARIAT TERRITOIRE INNOVATION » (ETI) À L'IAE PARIS-SORBONNE, UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE ET PROFESSEUR À L'INTERNATIONAL ACADEMY OF ARCHITECTURE (IAA))

Face aux crises sociales et climatiques, la ville du XXIe siècle doit se réinventer. Retrouver la proximité, c'est recréer du lien, du sens et de la résilience. Une vision urgente, portée par la proximité et la résilience, pour des territoires plus humains.

Urbanisme en Francophonie : Quelle place faut-il laisser aux citoyens, à leurs pratiques et à leurs initiatives ? Quelle importance ont-elles pour la qualité de la vie, le bien-être des habitants, le développement d'une vie urbaine plus facile ? L'adaptation de la ville aux changements climatiques ?

Je souhaite rebondir sur l'intervention de monsieur Bruno Marchand concernant la manière de vivre aujourd'hui dans nos villes. On dit souvent qu'une ville équilibrée est celle où coexistent harmonieusement un « ici » et un « ailleurs », qui dialoguent entre eux. L'« ici », c'est notre ville, nos racines, notre famille, les lieux qui nous sont familiers : nos rues, nos places, nos activités quotidiennes. L'« ailleurs », c'est l'inconnu, ceux que nous ne connaissons pas, ceux que nous rencontrons, même ici, mais qui viennent d'ailleurs. Or, cet équilibre est aujourd'hui rompu. L'« ici » est trop souvent perçu comme un repli, une fermeture aux autres, marquée par le rejet et la peur de la différence : couleur de peau, religion, origine, ou même accent. L'« ailleurs », quant à lui, s'efface peu à peu. Il est repoussé, voire refusé.

Ce dérèglement s'est globalisé et s'est amplifié avec les réseaux sociaux, où prolifèrent contre-vérités et bulles informationnelles, relayant ce que l'on appelle aujourd'hui les « fake news ». Nous devons rétablir un équilibre entre cet ici et cet ailleurs. Il y a un collègue universitaire allemand, contemporain, Hartmut Rosa qui a écrit une série de livres passionnants, dont *l'Histoire sociale du temps* et son dernier livre s'appelle *Accélération, une critique sociale du temps*. Il dit dans : l'accélération du temps a fait que nous soyons déracinés par rapport à nous-mêmes, parce que nous n'avons plus le temps de vivre. Les Grecs avaient trois temps, le temps chronologique, le *chronos*, le temps de la création, le *kairos* et le temps de l'innovation et le temps du lien avec le cosmos, le *aiôn*. Et finalement, dans ces temps modernes, on nous a enlevé le *kairos*, on nous a enlevé le *aiôn*, on est resté avec le *chronos*, marquant son tic-tac pour aller vite et loin. Nous voilà dans un monde où tout le monde a l'heure, mais personne n'a le temps. Un mode de vie à la racine de cette perte de cet équilibre entre l'ici et de l'ailleurs. Pour retrouver nos modes de vie, nous avons les défis dans nos villes de trouver un nouvel esprit de résonance. Mes travaux, par rapport à la culture urbaine et territoriale, apportent une contribution scientifique en vue de donner des pistes pour aider à retrouver cet équilibre.

Les entretiens Urbanisme en Francophonie #14
Carlos Moreno.

Accéder à la vidéo

Les villes du XXIe siècle présentent des différences majeures par rapport à celles du XXe siècle. Au siècle dernier, le développement du capitalisme et l'exploitation intensive des ressources ont creusé de profondes inégalités économiques et sociales. Aujourd'hui, la croissance continue et l'urbanisation transforment les villes en véritables centrifugeuses. Ce modèle éloigne les habitants des lieux où ils vivent, les contraint à consacrer une grande partie de leur temps aux déplacements et au travail, souvent pour un salaire insuffisant. Ainsi, on sacrifie sa vie pour la gagner, au détriment des liens sociaux et de la qualité de vie.

Ce que l'on pourrait appeler le « métronome géant » de la ville a, au XXIe siècle, aggravé la situation en introduisant deux inégalités majeures, que nous finissons par accepter comme une fatalité. La première est l'injustice spatiale : vivre loin, dans de mauvaises conditions, sans accès aux services essentiels. La seconde est l'injustice temporelle : ne plus avoir de temps pour soi, car il faut deux, trois, parfois quatre heures pour se déplacer.

Ainsi, nous avons façonné une nouvelle culture, celle de la vulnérabilité sociale, que nous tolérons parce qu'elle est devenue la norme. Nous acceptons ces trajets interminables pour aller chercher ailleurs ce que nous avions autrefois à portée de main.

C'est précisément cette réalité qui est au cœur de nos travaux. Avec le prix Nobel Muhammad Yunus, qui écrivait en 2010 *Un monde de triple zéro* — zéro carbone, zéro pauvreté, zéro exclusion — nous retrouvons cette notion d'un nécessaire rééquilibrage. De même, avec le professeur Paul Krugman, prix Nobel d'économie, avec qui nous collaborons depuis deux ans, nous venons de publier un texte plaidant pour une nouvelle géographie de la proximité. En effet, la convergence de *La nouvelle économie géographique et la proximité durable*, pose les bases d'un modèle plus résilient et équitable pour nos territoires.

Face au changement climatique, j'étais, il y a quelques semaines, aux côtés du maire de Budapest et d'autres maires d'Europe centrales et des Balkans, lorsque la tempête Boris s'est abattue sur la région. Sous nos yeux, le Danube sortait de son lit, provoquant des inondations dévastatrices.

Retour au sommaire

Les routes étaient impraticables, les infrastructures à l'abandon, et des milliers de personnes se retrouvaient submergées — au sens propre comme au figuré.

Cette catastrophe a révélé, de manière saisissante, les conséquences de l'absence de services de proximité et d'une culture urbaine et territoriale fondée sur la résilience. En quelques heures, ce manque a entraîné l'effondrement simultané de quatre pays. Mais la proximité ne se limite pas à un simple échange entre voisins. Elle doit devenir une nouvelle culture urbaine et territoriale, un levier pour repenser l'économie et instaurer un modèle capable de combattre les trois grandes injustices : économique, spatiale et temporelle. C'est précisément dans cette perspective que nous avons forgé le concept de *proxilience* — la proximité comme nouvelle résilience. Il ne peut y avoir de véritable résilience sans proximité.

Face aux défis climatiques, lorsque les routes s'effacent, que les déplacements deviennent impossibles, et que les infrastructures essentielles — écoles, hôpitaux, services publics — ne sont plus accessibles, notre seule planche de salut est, et restera, la proximité. C'est dans cette logique que nous avons développé, avec madame Anne Hidalgo, le concept de *la ville du quart d'heure*, aujourd'hui décliné sous différentes formes : *la ville de la proximité heureuse, la ville de X minutes* — qu'il s'agisse de 5, 10, 20 minutes ou d'une demi-heure. Toutes ces approches portent en elles l'essence même de la *proxilience* : la proximité comme clé de la résilience.

Sans proximité, nous ne pourrons pas résister aux bouleversements climatiques qui, inexorablement, grignotent notre habitabilité, nos ressources et nos infrastructures. Demain, les routes seront impraticables, les avions cloués au sol par les tempêtes, et nos modes de vie seront mis à l'épreuve comme jamais. Mais la proximité ne se résume pas à une question de distance physique, bien qu'elle en fasse partie. C'est avant tout la garantie d'un travail digne, d'un accès aux ressources et aux matières premières locales. C'est aussi la redécouverte de savoirs ancestraux que nous avons laissés de côté, mais qui demeurent essentiels. Mes amis africains le vivent chaque jour : la proximité est une force vitale, un ancrage pour l'avenir.

> La proximité, sous toutes ses formes, doit devenir une nouvelle culture à transmettre à travers nos espaces publics, nos lieux de vie, nos terrains de jeux, nos cinémas, nos théâtres, nos écrits. Elle doit s'incarner dans les livres, dans les images, dans des récits qui façonnent une vision d'une proximité durable, intrinsèquement liée à l'essence même de la démocratie.

La proximité, sous toutes ses formes, doit devenir une nouvelle culture à transmettre à travers nos espaces publics, nos lieux de vie, nos terrains de jeux, nos cinémas, nos théâtres, nos écrits. Elle doit s'incarner dans les livres, dans les images, dans des récits qui façonnent une vision d'une proximité durable, intrinsèquement liée à l'essence même de la démocratie. Or, la démocratie est aujourd'hui menacée par le populisme et les racines profondes de la xénophobie, nourris par un récit sombre qui nous enferme. Nous avons perdu l'« *ailleurs* », ce lien essentiel avec l'autre, et il est urgent de retisser une nouvelle narration collective. Mon travail, en tant que théoricien de la ville, est précisément de proposer cette voie. Non pas pour moi, mais pour les maires qui, ici et ailleurs, bâtissent chaque jour des villes plus humaines et plus résilientes.

Urbanisme en Francophonie : Quels chemins est-il possible de prendre pour aller vers cette nouvelle culture de la proximité ou restaurer cette culture de la proximité ?

Il est essentiel d'allier pédagogie et narration, mais une narration ancrée dans des actions concrètes. Tant qu'elle reste purement théorique, scientifique, ou confinée à de belles thèses, elle ne suffit pas. La véritable transformation passe par des initiatives tangibles, comme celle menée à Paris, où la proximité est devenue un levier structurant. Lors de sa campagne électorale, Anne Hidalgo l'avait affirmé : la proximité serait la colonne vertébrale de la nouvelle politique urbaine. Et cette vision prend forme à travers des mesures concrètes : l'ouverture des écoles le week-end, leur transformation en espaces de vie partagés, la création de rues apaisées devant 200 établissements, où l'espace public devient un lieu de culture, de rencontres et de jeux — pour tous, sans distinction. Ces initiatives montrent que l'espace public est un bien commun, un espace de cohésion et d'inclusion.

D'autres avancées restent encore méconnues, comme le rôle du commerce local. Paris ne s'est pas contentée de créer la SEMAEST, elle a également mis en place *la Foncière du commerce de Paris*, un projet réalisé avec la Banque des Territoires qui a apporté une capitalisation financière pour soutenir et amplifier ce service clé. Car le commerce ne doit pas être réduit à une simple activité économique : il doit être considéré comme un bien commun, un pilier de la proximité et du dynamisme urbain.

Imaginer que le commerce puisse être un bien commun dans une ville où l'on entend sans cesse les mêmes plaintes — *« Oh là là, une zone apaisée, une zone piétonne, les commerçants se plaignent »*, *« Oh là là, les Jeux olympiques »* — c'est justement renverser le regard. Il existe une autre manière de voir le commerce : non pas comme un obstacle, mais comme un levier de lien social, un moteur d'activité capable de rendre la ville plus apaisée et plus vivante.

Au-delà de cette vision, nous mettons en place un groupe de travail et lançons une campagne mondiale urbaine. Mais pour réussir, il faut de la pédagogie, de la sensibilisation, et surtout, des exemples concrets qui prouvent que c'est possible. Paris, Milan, mais aussi des villes bien plus petites montrent la voie. Dans mon continent, l'Amérique latine, des villes y compris parfois des petites, essentiellement agricoles, s'organisent en coopératives communautaires, créent des écoles locales, attirent des médecins qui s'installent durablement, et développent des programmes éducatifs en ligne. Voilà ce qu'est *la ville du quart d'heure*, voilà ce qu'est un territoire de proximité. C'est cette approche qui redonne du sens et de la résilience à nos villes.

Il y a une dimension très concrète, une véritable *feuille de route*, mais ce n'est pas une baguette magique. On ne peut pas, en quelques mois, déconstruire soixante-dix ans d'héritage de la Charte d'Athènes, du zonage de Le Corbusier, de la gentrification et de la fragmentation urbaine. La transformation passe par des outils de planification : un plan local d'urbanisme, une orientation territoriale, une vision à moyen et long terme.

Paris montre la voie en adoptant un nouveau plan, un PLU bioclimatique, mais elle n'est pas seule : d'autres villes s'engagent aussi dans cette trajectoire, et c'est là que réside le véritable changement. Le vrai chemin ne se limite pas à multiplier les rues piétonnes ou les pistes cyclables. Il s'agit d'adopter une vision holistique et systémique de la ville, de voter des plans structurants — PLU, PLUI, SCOT — qui dessinent un cap sur cinq, dix ou quinze ans, au-delà des mandats électoraux et des ambitions personnelles. Le défi pour un maire, le plus difficile peut-être, est d'accepter d'être dépassé par sa propre vision, par une dynamique qui le transcende.

À Paris, nous avons cette chance : celle d'être dans une démarche de bien commun qui dépasse les individus et qui donne du sens à chaque contribution. Ce n'est pas seulement une réforme administrative ou un exercice technocratique autour d'un PLU, c'est une nouvelle narration à construire. Aujourd'hui, il n'y a pas d'alternative : l'économie, l'écologie et le social sont indissociables. *La nouvelle économie géographique de la proximité durable* est un levier puissant pour structurer cette feuille de route et inscrire nos villes dans un avenir résilient.

△
Séance de décicade de l'ouvrage « Droit de la cité »
par Carlos MORENO

◁
Liam MCCORLEY et Mathieu BURGER

△
De gauche à droite : Fatimetou ABDEL MALICK, Imane BENNANI, SALMI Oumaima, Yasser SALIMI, RIHANA Ahlam

△
Les Jeunes professionnels de la fabrique urbaine.
De gauche à droite : Hassan HAJAM, Halima MBRATI, Guy TCHAKAM, Nejwa BAKHTI, Marie-Lou BERTIN, Clément PAIROT, Leandry JIEUTSA, Sokharay ELL, Sokagna HUN, Vanille GUICHARD

PANELISTES

M. David ABITTAN : Rédacteur en chef de tema.archi, Directeur associé de Temaprod
Mme Fatimetou ABDEL MALICK : Présidente du Conseil régional de Nouakchott, Vice-Présidente de l'AIMF, Présidente de CGLUA
Mme Omniya ABDEL BARR : Architecte et Historienne, Directrice du développement de la fondation égyptienne pour le sauvetage du patrimoine (Le Caire) et Chercheure au Musée Victoria et Albert (Londres).
Mme Christine AUCLAIR : Architecte Urbaniste, Présidente de AdP (Associations de Professionnels) - Villes en Développement, auparavant fonctionnaire internationale à ONU-Habitat.
Mme Denise BAX : Secrétaire du Réseau des Villes Créatives de l'UNESCO – RCVU et Coordinatrice de la Plateforme des Villes de l'UNESCO (PVU)
M. Franck BOUTTÉ : Ingénieur et urbaniste, Fondateur de l'Atelier Franck Boutté, Grand Prix de l'Urbanisme 2022
Mme Brigitte BARIOL-MATHAIS : Déléguée générale de la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (FNAU)
Mme Nathalie BLANC : Directrice de recherche au CNRS et Directrice du Centre des Politiques de la Terre
Mme Christiane BLANCOT : Architecte-urbaniste, enseignante à l'ENSAPLV
Mme Caroline BOURGEOIS : Vice-présidente du Comité exécutif – Responsable des sports et loisirs, d'Espace pour la vie, de la langue française et de l'Est de Montréal
Mme Clémentine AUBRY : Secrétaire générale et adjointe au directeur du CENTQUATRE-PARIS
M. Jérôme CHENAL : Architecte-urbaniste, Directeur Excellence in Africa Center (EPFL), Directeur CEAT Lab (EPFL) et Prof Affilé Université Mohammed VI Polytechnic
Mme Lamia EL AARAJE : Adjointe à la Maire de Paris en charge de l'urbanisme, de l'architecture, du Grand Paris, de l'accessibilité universelle et des personnes en situation de handicap
M. Karim ELOUARDANI : Directeur des Programmes, Conseiller Stratégie, Suivi et Évaluation des Projets à la Fédération Nationale des Communes Tunisiennes
M. Luc GNACADJA : Architecte, ancien ministre de l'Environnement et du Développement urbain du Bénin, Secrétaire exécutif de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification
M. Grégoire JUNOD : Syndic de la ville de Lausanne
M. Sami KANAAN : Conseiller administratif de Genève
M. Sénamé KOFFI AGBODJINOU : Architecte, anthropologue togolais, entrepreneur et fondateur de L'Africaine d'architecture / HubCity – WoeLab
M. Attahi KOFFI : Urbaniste, géographe et ancien Directeur Général de l'Agence d'Urbanisme du District Autonome d'Abidjan
M. David MIET : Architecte et urbaniste, fondateur de Villes Vivantes, Directeur du laboratoire VVENERGY (R&D de VILLES VIVANTES)
M. Roger MBASSA NDINE : Maire de Douala, Vice-Président de l'AIMF
M. Bruno MARCHAND : Maire de Québec, Vice-Président de l'AIMF
M. Carlos MORENO : Directeur scientifique de la Chaire ETI à l'IAE Paris-Sorbonne, Professeur à l'International Academy of Architecture
M. Jean-Louis MOULOT : Urbaniste, Directeur Général de la Sodexam, Maire de la ville de Grand-Bassam
Mme Françoise N'THÉPÉ : Architecte DESA, Dirigeante de F. N'Thépé Architecte, Membre de l'Académie d'Architecture de France

Mme Ingrid NAPPI : Économiste, Professeure HDR Aménagement Urbanisme de l'Ecole des Ponts ParisTech, Titulaire de la Chaire Economie de la Transition écologique urbaine
M. Arnaud NGATCHA : Adjoint à la Maire de Paris en charge de l'Europe, des relations internationales et de la francophonie
Mme Thai Huyen NGUYEN : Architecte-Urbaniste, Enseignante-chercheure à l'Université d'Architecture de Hanoï
Mme Patricia PELLOUX : Directrice Adjointe de l'Atelier Parisien d'Urbanisme- Apur
M. Jean-Marie QUÉMÉNER : Directeur du programme bâtiment et aménagement au Secrétariat général à la planification écologique
M. Vo LENATH : Président du Comité populaire de la ville de Huê (Vietnam)
M. Vannak SENG : Vice-gouverneur de la ville de Phnom Penh (Cambodge)
M. Simon TEYSSOU : Architecte, fondateur de l'Atelier du Rouget, Directeur de l'École Nationale d'Architecture de Clermont-Ferrand et Grand Prix de l'Urbanisme 2023

JEUNES PROFESSIONNELS DE LA FABRIQUE URBAINE

Mme Omniya ABDEL BARR : Architecte et Historienne, Directrice du développement de la fondation égyptienne pour le sauvetage du patrimoine (Le Caire) et Chercheure au Musée Victoria et Albert (Londres).
Mme Nejwa BAKHTI : Doctorante en Géographie du genre à l'Université Oran 2 en Algérie et à l'INALCO/CESSMA sur les contraintes aux mobilités des femmes dans la ville d'Oran.
Mme Marie-Lou BERTIN : Agente de recherche pour ARIAction à l'Université de Montréal.
M. Beaugrain DOUMONGUE : Socio-ingénieur, Expérimentateur urbain, physicien du bâtiment, fondateur de StratCo et Président de Construire pour demain.
M. Sokharay ELL : Architecte et ancien assistant urbaniste auprès de l'Hôtel de ville de Phnom Penh (Cambodge).
Mme Vanille GUICHARD : Architecte-Urbaniste.
M. Hassan HAJAM : Ingénieur et Directeur exécutif de Platform Impact.
Mme Sokagna HUN : Architecte et Experte en design urbain et en patrimoine bâti.
M. Leandry JIEUTSA : Urbaniste, Doctorant en intelligence artificielle urbaine à la chaire UNESCO de l'Université de Montréal et Fondateur d'African Innovation Network.
M. Jeannot Melchior KADJA : Urbaniste et Doctorant en développement urbain durable.
M. Armel KEMAJOU : Docteur en architecture et sciences de la ville, Architecte-Urbaniste et spécialiste en développement urbain.
Mme Halimatou MAMA AWAL : Docteure en Architecture, Maître de Conférences dans la discipline Histoire et Culture Architecturale, et Coordinatrice de la formation DSA « Architecture de terre » à l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble.
Mme Halima MRABTI : Urbaniste chez Buro Happold, cabinet d'ingénierie et d'urbanisme situé en Arabie saoudite.
M. Clément PAIROT : Consultant en transformation écologique et Animateur d'ateliers de pédagogie écologique.
M. Guy TCHAKAM : Urbaniste-Aménageur et Secrétaire Général de l'Ordre National des Urbanistes du Cameroun (ONUC).

APPEL À PROJETS DES JEUNES AMBASSADEURS FRANCOPHONES : « QUELLES FORMES PRENDRONT LES VILLES EN 2050 ? »

1er Prix : « Faire revivre Grand-Bassam, métamorphose en une ville éponge »

École : École Africaine des Métiers de l'Architecture et de l'Urbanisme (EAMAU)

Équipe composée de :

- **Mme Moniah BOUKARI** : Étudiante en Master 2 d'Architecture
- **M. Franck FOTSING NZODA** : Étudiant en Master 2 d'Urbanisme
- **M. Lazare YOVOGAN** : Étudiant en Master 2 de Gestion Urbaine
- **M. Chigata COULIBALY** : Étudiant en Master 2 d'Architecture
- **M. Rosevelt NGUETSE YEMELE** : Étudiant en Master 2 d'Architecture

Encadrée par le **Dr. Monica CORALLI** : Architecte Urbaniste, Dr en Géographie, aménagement de l'espace.

Découvrez leur poster | *Faire revivre Grand-Bassam, métamorphose en une ville éponge - Urbanisme Francophonie*

Lauréats : « Vivre la ville de 2050, se rencontrer et se déplacer en été sur la trame rose »

École : École d'Urbanisme de Paris (EUP)

Équipe composée de :

- **M. Arthur GABORIT** : Étudiant en Master d'Urbanisme et aménagement, parcours Transport et Mobilité
- **Mme Loane BONNEFOND** : Étudiante en Master d'Urbanisme et aménagement parcours Développement Urbain intégré
- **Mme Valentine JOUAN** : Étudiante en Master d'Urbanisme et aménagement parcours Environnements Urbains
- **M. Gaspard FINCK** : Étudiant en Master d'Urbanisme et aménagement parcours Développement Urbain intégré
- **Mme Olga BOUTTÉ** : Étudiante en Master d'Urbanisme et aménagement parcours Habitat et Renouvellement Urbain

Encadrée par **Mme Sabine BOGNON** : Enseignante à l'École d'Urbanisme de Paris (EUP) et chercheuse au Lab'Urba (UPEC) en aménagement de l'espace et urbanisme.

Découvrez leur poster | *Vivre la ville de 2050, se rencontrer et se déplacer en été sur la trame rose - Urbanisme Francophonie*

Lauréats : « Réparer les dégâts d'Hier – Limbé (Cameroun) »

École : École Africaine des Métiers de l'Architecture et de l'Urbanisme (EAMAU)

Équipe composée de :

- **M. Amaël Christ-Alex DJANDJI :** Étudiant en Master 2 d'Urbanisme
- **M. Mohamed MIMCHE VESSAH :** Étudiant en Master 2 de Gestion Urbaine
- **M. Dylan Bryan NDETIO SAA :** Étudiant en Master 2 d 'Architecture
- **M. Jules Osy TAMWO WATO :** Étudiant en Master 2 d'Urbanisme

Encadrée par le **Dr. Monica CORALLI :** Architecte Urbaniste, Dr en Géographie, aménagement de l'espace.

Découvrez leur poster | *Réparer les dégâts d'Hier - Limbé (Cameroun) - Urbanisme Francophonie*

Lauréats : « Balcon maritime beyrouthin, une relation inachevée »

École : Faculté des Beaux-Arts et d'Architecture de l'Université Libanaise

Équipe composée de :

- **Mme Fatima FARHAT :** Étudiante en Master d'Architecture du Paysage et de l'Environnement (MAPE)
- **M. Charbel ABI RACHED :** Étudiant en Master d'Architecture du Paysage et de l'Environnement (MAPE)
- **Mme Rayan ZEAITER :** Étudiante en Master d'Architecture du Paysage et de l'Environnement (MAPE)
- **Mme Josiane ANTOUN :** Étudiante en Master d'Architecture du Paysage et de l'Environnement (MAPE)

Encadrée par :

- **Dr. Nina ZEIDAN :** Professeure associée, Cheffe du département d'architecture du paysage et de l'environnement (MAPE) à la Faculté des Beaux-Arts et d'Architecture de l'Université Libanaise
- **Dr. Charbel MASKINEH :** Architecte et Professeur à l'Université Libanaise

Découvrez leur poster | *Balcon maritime beyrouthin, une relation inachevée - Urbanisme Francophonie*

Lauréats : « Marrakech 2050 : réinventer la ville rouge pour un futur vert et durable »

École : Ecole Supérieure d'Architecture de Rabat

Équipe composée de :

- **Mme Oumaima SALMI :** Architecte diplômée de l'Université internationale de Rabat (UIR)
- **M. Yasser SALIMI :** Architecte diplômé de l'Université internationale de Rabat (UIR)
- **Mme Ahlam RIHANA :** Architecte diplômée de l'Université internationale de Rabat (UIR)

Encadrée par **Mme Imane BENNANI :** Architecte diplômée de l'ENA et titulaire d'un doctorat en Géographie urbaine de l'Université Mohammed V de Rabat ainsi que d'un Master en Patrimoine de l'Ecole de Chaillot à Paris.

Découvrez leur poster | *Marrakech 2050 : réinventer la ville rouge pour un futur vert et durable - Urbanisme Francophonie*

Mention spéciale du jury : « La lagune habitée de Camargue »

École : Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Marseille

Équipe composée de :

- **M. Thomas BLANC :** Architecte d'État
- **M. Mathieu BURGER :** Architecte d'État
- **M. Liam MCCORLEY :** Architecte d'État

Encadrée par :

- **Mme Audrey LE HANAFF :** Architecte-Urbaniste indépendante
- **M. Guillaume CALAS :** Architecte DPLG et Maître de conférences associé à l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Marseille

Découvrez leur poster | *La lagune habitée de Camargue - Urbanisme Francophonie*

#UrbanismeEnFrancophonie

HORIZON 2050
POUR L'URBANISME EN FRANCOPHONIE

Réenchanter les villes

Le programme « Urbanisme en Francophonie » vise à créer, partager et préserver les savoirs sur l'urbanisme dans l'espace francophone en impliquant des ateliers, des écoles d'urbanisme ainsi que des partenaires publics et privés. Depuis près de trois ans, le programme s'attache à documenter, enrichir et observer les dynamiques urbaines au sein des villes francophones à travers sa plateforme en ligne qui est doté d'un centre de ressources et d'un espace collaboratif avec des entretiens avec des personnalités, des tables rondes thématiques, et des cartes postales urbaines qui témoignent de la diversité des regards francophones sur la ville. Loin de partir d'un postulat, il explore l'hypothèse selon laquelle il existerait des approches communes pour penser l'espace public, la mobilité et la biodiversité dans ces territoires.

Retour au sommaire

VILLE DE PARIS · ASSOCIATION INTERNATIONALE DES MAIRES FRANCOPHONES AIMF · Urbanisme en Francophonie · APERAU